

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRÉ COLOMER
123, rue Montmartre PARIS (2°)

ABONNEMENTS	
FRANCE	ÉTRANGER
Un an... 80 fr.	Un an... 142 fr.
Six mois... 40 fr.	Six mois... 66 fr.
Trois mois... 20 fr.	Trois mois... 28 fr.
Chèque postal L'entente 656-02	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Nous n'avons pas voulu que le "Libertaire" quotidien succombe Avons-nous bien fait ?

Nous vous posons cette question, camarades, parce que nous sommes troubles, gênés surtout, d'avoir à vous demander aujourd'hui un effort plus grand.

Nous en avons assez, plus qu'assez, de ces continuel tapages, et pourtant nous n'avons pu nous résoudre, avant-hier soir, à transformer notre quotidien en hebdomadaire.

Il a encore trop de vie en lui ce pauvre petit quotidien pour que nous puissions lui porter nous-mêmes, d'un cœur léger, le coup de grâce.

Nous préférons que ce coup de grâce lui soit asséné par vous, camarades lecteurs, qui ferez cela de loin, plutôt que par nous, qui ferions cela de près.

Et puis, disons-le, la situation pour si grave qu'elle soit ne nous a point paru désespérée.

Nous traversons trois mauvais mois pendant lesquels les journaux, tous les journaux, voient augmenter considérablement leur bouillonnage. Notre « Libertaire », de ce côté-là, subit le sort commun.

Nous vous avons avoué l'autre jour que nous avions perdu, récemment, quatre cents abonnés.

Joignez à cette perte, provenant de la défection de certains abonnés, celle qui découle de la diminution de notre vente, vous obtiendrez un total appréciable et vous comprendrez que les dix mille francs de thunes ne suffisent pas à combler notre déficit mensuel.

Cela, nous vous l'avons fait savoir

en partie mardi dernier en même temps que nous demandions aux acheteurs au numéro de faire en sorte que nous puissions atteindre bientôt, à nouveau, le chiffre de deux mille abonnés.

Mais nous avons perdu déjà quelques milliers de francs du fait de cette situation et nous allons en perdre d'autres en attendant que nous retrouvions quatre cents abonnés et que s'écoulent août et septembre, mauvais mois pour la vente. Pourtant nous ne pouvons plus puiser dans notre capital sans toucher aux disponibilités que nous nous sommes engagés à conserver pour le « Libertaire » hebdomadaire au cas, où un jour, nous serions amenés par la force des choses à revenir à cette forme de parution.

Comment faire, en ce cas ?

Voici, camarades, la proposition que nous vous soumettons :

« Au 20 août et au 20 septembre augmenter de cinq mille francs la souscription mensuelle et prendre l'engagement de nous regagner, durant ces deux mois, les quatre cents abonnements perdus. »

Le voulez-vous ?

Si c'est oui, en avant ! alors, sans perdre de temps.

En avant ! car le 20 août approche et nous n'avons encore même pas reçu un septième des quinze mille francs.

Le Conseil d'administration du « Libertaire ».

Le Comité d'Initiative de l'Union Anarchiste.

LA NOUVELLE TRAHISON

De Garches à Londres

On vous a fait venir de l'autre côté du Rhin, vous les petits, pour fraterniser avec vos jeunes frères de France et symboliser, aux yeux du prolétariat, l'internationale ouvrière. Et de vos faibles poitrines, faibles comme vos muscles et votre pensée, est sorti se mêlant à la clameur de la foule, le chant glorieux de la Révolution.

« Debut les damnés de la terre ». Dans l'air ont retenti les notes stridentes de l'internationale et les bourgeois n'ont pas tremblé, mais un long sanglot est venu s'arrêter dans ma gorge et les larmes me sont montées aux yeux, car j'ai songé à tout le passé d'espérances et tout le présent de désillusions.

Vous êtes allés à Garches, sous la conduite des mauvais bergers et dans le grand parc ombragé, si propice à la méditation, vous avez pendant quelques heures, sur cette terre inhospitalière de France, mêlé vos cris joyeux à ceux de nos petits enfants à nous. Mais lorsque tomba le crépuscule et qu'il fallut songer au retour ; qu'une fois encore, vos voix s'élevèrent pour entonner l'hymne de la révolte ; il me revint à l'esprit le noble chant de Rouget de l'Isle, galvaudé sur les routes du monde, par l'impérialisme français, comme est prostitué aujourd'hui par la dictature russe, l'œuvre magnifique d'Eugène Pottier.

Pauvres mômes, mes frères, mes gosses, que vous fait-on faire ? Vous ignorez encore toutes les misères humaines et à peine entrés dans l'enfer de la vie, déjà vous êtes accaparés par tous les maîtres chanteurs de la politique et de l'exploitation. Vous ne savez pas toute la foi que nous avions, lorsque gronda l'orage en 1917 et qu'un vent de libération passait sur nos têtes ; Vous ne savez pas toute l'héroïque bataille engagée par nos frères de Russie pour détruire à jamais le despotisme et l'iniquité ; vous ne savez pas que le fanatisme des uns et la lâcheté des autres ont rendu vain, à l'aube de l'insurrection, le sacrifice des prolétaires ; vous ne savez pas la répression de Cronstadt, l'emprisonnement des meilleurs de nos frères, la trahison des grands et leur collaboration avec les puissants et les maîtres qui nous oppriment.

Non, vous ne savez pas tout cela, comme l'ignorent également tous vos frères plus âgés que vous, grands de taille, mais petits d'esprit, qui suivent encore aveuglément, grisés de mensonge, les adversaires les plus résolus de l'émancipation ouvrière.

Enfants, vous êtes l'avenir. Corrompus dès votre jeune âge par les hommes néfastes qui pétrissent votre petit cerveau pour faire de vous leur chose, c'est avec terreur que nous pensons que peut-être demain, nos poitrines vous serviront de cible et que vous vous dresserez contre la révolte saine du prolétariat asservi.

Vous avez chanté l'Internationale, mais là-bas, dans les froides plaines de la Sibérie, il est d'autres hommes qui souffrent et qui pleurent pour avoir osé au pays de la Révolution, croire à la puissance ouvrière et refusé de mettre leurs mains dans celles rougies des traitres et des vendus. Il est des petits enfants comme vous, qui chaque soir, se demandent si demain ne leur rendra pas leur papa que des méchants sont venus chercher un matin, au nom et au son de cette Internationale que l'on exploite et dans la maison vide, un peu plus triste et un peu plus misérable, ils attendent, les paupières gonflées par les pleurs, qu'on leur rende les caresses du cher disparu.

Eux aussi, ils voudraient pouvoir partager les jeux de leurs petits camarades du monde, eux aussi ils auraient le droit d'avoir leur petite figure illuminée par le bonheur et la joie ; hélas ! les hommes ne l'ont pas voulu et l'autorité brutale des maîtres a brisé cet embryon d'égalité qui devait menacer notre vieux monde et élaborer sur ses ruines fumantes de la société bourgeoise, une société de liberté et d'amour.

Et pendant que vous chantiez l'Internationale, ceux qui vous l'ont apprise, étaient de l'autre côté du détroit, trahissant, trahissant toujours, au nom de la Révolution ; vendant petit à petit toute la Russie Rouge qui n'est déjà plus à présent que la Russie Blanche.

Pendant que vous chantiez l'Internationale et que des malheureux crevaient dans les bagnes du bolchevisme, les bêtards de la Révolution, poursuivant leur politique de désagrégation ouvrière

reconnaissent à la finance britannique les dettes du monstrueux régime tsariste. C'est pour satisfaire à l'ambition des petits hommes qui président aujourd'hui aux destinées du monde ouvrier, que le prolétariat russe courbera son front sur la machine et produira un travail de Titan. C'est pour répondre aux accords intervenus à Londres que pendant de longues années encore, les héros de 1917 subiront le joug de la finance internationale et que leurs petits enfants manqueront de pain et de lait. C'est pour éloigner de la bourgeoisie toute inquiétude que l'on continuera à emprisonner ici comme là-bas les miséreux et les va-nu-pieds ; jusqu'au jour où, devenus des hommes, vous comprendrez que seuls vous êtes maîtres de vos destinées et chasserez tous les démagogues qui se hissent au pouvoir sur l'échine courbée du travailleur.

De Garches à Londres il y a un fossé. L'Internationale que vous avez lancée en pleine campagne et dont les échos se répètent de par le monde, ce n'est pas celle des hommes qui, hier, dans la capitale britannique, jouaient cartes sur table l'avenir du prolétariat. Mais c'est celle qui fait vibrer les hommes, c'est celle qui, Marseillaise hier, ébranla les vieux châteaux féodaux et fit crouler les bastilles. Et quand l'heure sonnera, nous espérons que du même côté de la barricade, vous serez près de nous, les gosses d'aujourd'hui, pour effacer à jamais tout le passé obscur et éclairer d'un soleil nouveau l'ère de liberté à laquelle nous aspirons.

Et ce jour-là c'est au son de l'Internationale que nos voix se mêleront pour chasser de la bergerie toutes les brebis galeuses de Paris, de Londres, ou de Moscou.

J. CHAZOFF.

LE FAIT DU JOUR

...et ses victimes agonisent !

Bien qu'il fut porté par le Bloc des Gauches au ministère de la Justice, René Renoult n'en reste pas moins un ministre de Clemenceau. Il est vrai que ce fut le « Tigre » qui fonda le bloc en 1904.

Alors que les prisons sont toujours aussi pleines de victimes qu'avant le 11 mai ; tandis que de toutes parts les échos nous renvoient des cris de souffrance poussés par les embastillés, le garde des Sceaux n'en a cure et passe son temps le plus agréablement possible.

C'est ainsi qu'hier, n'ayant pas de banquet en vue pour ce jour, il alla prôner à l'Assemblée générale du Conseil d'Etat.

En un discours préparé longuement et soigneusement, il vanta les mérites de la « Justice d'Etat » et se répandit en promesses pour le cas où les magistrats qui l'écoutaient voudraient bien seconder le ministère dans son œuvre.

« Si vous nous seconde, nous vous en récompenserons ; le gouvernement, messieurs, ne sera pas un ingrat. »

Promesse de ministre... et l'on sait ce qu'elle vaut ! Ce ministère n'avait-il pas promis l'amnistie ? N'avait-il pas promis la vie moins chère ? Rien de tout cela n'a été tenu.

Mais le fait particulièrement scandaleux à signaler, c'est que tandis que René Renoult palabrait, les appels de ses victimes se faisaient plus désespérés que jamais.

Emile Cottin, notre courageux camarade, voit sa raison sérieusement menacée par l'emprisonnement terrible qu'il subit depuis cinq ans et demi. Et René Renoult qui trouve tant d'instants pour discourir, n'a pu trouver une seule minute pour tenir la promesse qu'il a faite d'envoyer d'urgence un médecin à la victime de Clemenceau.

Jeanne Morand est toujours embastillée, et sa santé est lentement minée par la prison.

Jamais rétablie de sa dernière grève de la faim, elle voit maintenant se dresser contre elle l'infâme morticole de la prison qui, même, en vint jusqu'à lui refuser une purge.

Et pourtant René Renoult parle d'abondance au Conseil d'Etat, sans pouvoir dispenser une seconde à l'œuvre de notre amie — dont le ministère avait promis la révision — et ne peut absolument pas distraire une minute de ses « occupations » pour faire libérer Jeanne Morand.

Jean Goldsky fait une nouvelle fois la grève de la faim, mettant en jeu sa vie, pour obtenir la justice qu'on lui promet depuis longtemps.

Et René Renoult qui entretient le Conseil d'Etat, qui passe un temps assez long pour lui faire des promesses, ne peut accorder un seul instant à l'accomplissement de la promesse faite par le Cartel des Gauches de libérer la victime du clemencisme.

Partout les victimes se meurent dans les prisons. Qu'importe ! puisque le ministre de la Justice — qui avait promis de les libérer —, prône au Conseil d'Etat.

Et la comédie durera tant que le Prolétariat ne se lèvera pas pour raser les geôles et balayer toute la tourbe des palabreurs torynaires.

La grève des Inscrits maritimes

Est-ce parce que le mouvement de révolte des inscrits maritimes du Havre n'a pas été guidé vers un but politique, et n'est pas mené par les chefs du Parti Communiste, que depuis huit ours qu'elle dure le grand journal des masses garde le silence.

Et pourtant c'est un beau mouvement, venu d'en bas, qui souleva contre la puissante Compagnie Générale Transatlantique, le prolétariat de la mer, qui réclame avec droit le respect de la journée de huit heures et un salaire lui permettant de ne pas crever de faim.

Le grand paquebot La Fayette ne put quitter le Havre qu'avec quarante-huit heures de retard et un équipage de fortune, auquel étaient venus se joindre les marins de l'Etat fournis par M. Meyer, maire du Havre et sous-secrétaire à la marine marchande, mais, sitôt en pleine mer, une mutinerie éclata et le navire fut obligé de mouiller au port le plus proche : Cherbourg, où il compléta son équipage toujours avec les marins de l'Etat.

La plupart des bateaux restent cependant dans le port, faute de grasseurs et de chauffeurs, et les navires des Chargeurs-Réunis sont toujours en rade.

La police remplit activement son rôle, mais sans succès. Sa brutalité et sa violence ne brisent pas la volonté des camarades d'aboutir et d'obtenir satisfaction.

Il est dommage de constater, une fois de plus, la carence des chefs réformistes engageant leurs adhérents à abandonner la lutte. Ces ordres ne sont du reste pas respectés, les inscrits maritimes, comprenant que l'unité ouvrière sur le travail comme dans la révolte est la seule chance qu'ils puissent avoir d'arracher au patronat un peu plus de bien-être et de liberté.

LA JOURNÉE D'HIER

Une réunion générale de tous les grévistes a eu lieu hier matin à cinq heures, et l'appel par navire fut de rigueur.

Plus de 2.500 marins se trouvaient présents, et d'heure en heure le mécontentement augmenta. Après avoir entendu divers orateurs, et sans attendre l'ordre des chefs ou de l'Association, un cortège imposant s'organisa et parcourut la ville, répandant ainsi aux mensonges de la grande presse bourgeoise, qui déclarait la grève terminée.

Une nouvelle réunion eut lieu l'après-midi, avec le même nombre d'inscrits maritimes.

Le paquebot Paris, le plus grand de France, qui était entré au port le matin, a vu son équipage faire cause commune avec ses frères en lutte, et a refusé, malgré l'insistance des compagnies, d'embarquer à nouveau.

Le camarade Julie est toujours en prison. Mais devant la ferme décision des travailleurs de ne pas céder, et de mener le combat jusqu'au bout, il est probable que les compagnies céderont, et que les camarades du Havre obtiendront satisfaction, et qu'à l'heure qu'il est les camarades emprisonnés ont été rendus à la liberté.

La protestation de Jean Goldsky

Plusieurs journaux ont annoncé que Jean Goldsky faisait la grève de la faim pour protester contre la décision de la Chambre des mises en accusation qui, après examen de son dossier, a refusé sa mise en liberté provisoire.

Ainsi présentée, cette affirmation n'est pas exacte.

Jean Goldsky ne proteste pas contre un arrêt qui lui paraît, au contraire, correct et légitime, justement parce qu'il y est dit que « la Cour n'a pas en le temps matériel de procéder à l'information ». Ce n'est donc pas après examen du dossier, mais parce que le dossier n'a pu être examiné, que la mise en liberté provisoire a été refusée.

Mais si la Cour est fondée à ne pas vouloir statuer sur un dossier qu'elle ignore — et qu'elle ignorera encore pendant des mois — la loi fait un devoir au Gouvernement de prendre toutes mesures susceptibles d'empêcher qu'un innocent, déjà emprisonné depuis sept ans, accomplisse une année supplémentaire de captivité.

Le Cabinet dispose de l'article 16, de nouveau prorogé, de la loi du 29 avril 1921. Le ministre de la Justice peut suspendre la peine en vertu de l'article 444 du code pénal. Le ministre de la guerre peut également la suspendre en vertu de l'article 150 du code de justice militaire. Les moyens ne manquent donc pas, alors que la Chambre des mises en accusation se trouve en vacances jusqu'en octobre, pour faire cesser le scandale d'une détention qu'on sait inique.

Et c'est contre la carence gouvernementale que Jean Goldsky est décidé à protester par tous les moyens et jusqu'au bout.

L'Assemblée générale est remise au 16 août

Contrairement à ce que nous avons annoncé hier et les autres jours, la réunion de la Fédération de la Région Parisienne n'aura pas lieu ce soir. Elle est remise au Samedi 16 Août, à 20 heures.

Que tous les copains en prennent bonne note et ne se dérangent pas inutilement.

EN ESPAGNE

Est-ce la fin de la dictature ?

Certains journaux font grand cas d'une conférence qui doit avoir lieu aujourd'hui entre Primo de Rivera et le roi d'Espagne. Le dictateur, en tournée à travers l'Espagne, aurait reçu l'ordre de mettre subitement fin à ce voyage consacré à passer la revue des troupes somaténistes pour conférer de la situation politique avec le roi, et, toujours d'après les mêmes journaux, cette conférence ne peut avoir d'autre résultat que la retraite du dictateur.

Il est évident que la popularité dont jouissait le marquis de l'Etoile (c'est le nom de Primo de Rivera) a changé d'objet et c'est maintenant le général Berenguer qui jouirait de la faveur « populaire » manifestée par l'armée. C'est la seule partie du peuple qui ait le droit de manifester une opinion, car elle est la force ; le reste doit se taire.

Pourtant, Primo de Rivera a fait ce qu'il a pu pour tenir tête à l'orage avec ses somaténistes qu'il a organisés pour les rendre capables de lutter victorieusement contre l'armée régulière. Ces jours derniers, il a encore obtenu que la Ligue des Patriotes soit organisée militairement et armée par la nation. Le décret qui consacre cette dernière manœuvre politique a été signé par le roi la semaine dernière.

Si Primo de Rivera sent qu'avec ses somaténistes et la Ligue des Patriotes il est assez fort pour tenir tête aux troupes régulières, si toutefois il y a un conflit, il résistera certainement, et ce serait la chute du roi et la perte de toutes les illusions conquises ces jours-ci par les libéraux ; la dictature continuerait de plus belle.

Dans le cas contraire, les libéraux reprendraient le pouvoir dont Primo les a écartés et Berenguer succéderait au marquis de l'Etoile, tandis que le régime de la dictature continuerait encore avec ce changement de personnalités.

A moins, bien entendu, que nos camarades espagnols soient assez forts et assez audacieux pour profiter du moment opportun que cette période troublée peut présenter pour mettre libéraux et réactionnaires à la raison en libérant le peuple d'Espagne qui n'a besoin d'aucun politicien pour présider à ses destinées.

La dictature en Roumanie

Le gouvernement de Poincaré reçut il y a quelques mois le roi de Roumanie et, à cet effet, un crédit de 250.000 francs fut voté par la Chambre du Bloc National pour recevoir comme la nation amie. Or, si un emprunt de plusieurs millions fut accordé à la Roumanie au lendemain de cette visite, ce fut sans doute pour permettre à la finance et au capitalisme roumain de s'armer contre la révolution naissante.

Avec l'argent du peuple français, on assassine aujourd'hui le prolétariat roumain, et l'état de siège vient d'être proclamé dans le pays.

Le texte de l'ordonnance que nous reproduisons ci-dessous donne une idée de la répression barbare qui s'exerce là-bas contre tous ceux qui veulent jouir d'un semblant de liberté :

« Vu les dispositions du décret numéro 4.209 du 21 octobre 1920 ;

« Vu notre ordonnance numéro 1 du 5 avril 1924 ;

« Sur le territoire de ce commandement, où l'état de siège a été proclamé, la présente ordonnance sera appliquée du jour de sa publication dans le *Moniteur officiel*. »

« Article 1er. — Seront punis des peines prévues par les articles 78 du Code pénal (la réclusion de 5 à 10 ans et avec circonstances atténuantes un an d'emprisonnement au minimum) :

« A) Quiconque préconisera par la parole ou les écrits le changement de la forme du Gouvernement ou la suppression ou le changement par la violence des lois et des institutions de l'Etat ;

« B) Quiconque s'associera aux actes susénumérés. Les associations existant au moment de l'application de cette ordonnance seront dissoutes ;

« C) Quiconque aura pris part aux réunions et conférences qui ont pour but la préconisation de ces actes.

« Lorsque ces réunions ou conférences seront organisées par des associations constituées, quelle que soit leur nature, elles seront dissoutes par l'autorité militaire ;

« D) Les propriétaires qui auront mis sciemment des salles ou autres lieux de réunion à la disposition des organisateurs desdites assemblées et conférences ;

« E) Quiconque imprimera, publiera, éditera ou mettra en circulation livres, brochures, journaux ou affiches ayant pour but d'inciter à un de ces actes. »

Est-ce pour cela que Poincaré a prêté des millions à la Roumanie, est-ce pour cela que le peuple français doit payer de trop lourds impôts. Après l'alliance avec l'Espagne dans le crime marocain, c'est l'alliance avec la Roumanie contre le prolétariat que poursuit le gouvernement du Bloc des Gauches.

Et dire que ce sont des socialistes qui gouvernent !

Influence des politiciens sur les foules aux époques de décadence

N'ayant pu dans l'article précédent, la Crise économique et le Syndicalisme, traiter convenablement le sujet que nous nous étions proposé, nous tenterons d'approfondir davantage cette question si importante des destinées du prolétariat français, en montrant la grande influence des coteries politiques sur les multitudes dans les périodes de décadence économique.

Celui qui peut analyser les événements qui se sont produits au cours de ces dix dernières années et qui sait aussi les comprendre dans leur sens véritable d'implacable réalisme, demeure frappé devant l'œuvre de destruction qui s'est accomplie dans tous les domaines, principalement dans le domaine des idées syndicalistes.

La civilisation occidentale, déjà déchirée par les échauffourées de la guerre impérialiste, est en proie maintenant à une série de crises, à toutes sortes de convulsions qui présentent pour elle un sombre avenir, peut-être même une irrémédiable défaite.

Il n'y a là, dans ce vaste ébranlement des assises sociales, rien d'inquiétant pour nous, puisque notre victoire, puisque le salut des prolétaires est étroitement conditionné par la ruine de la culture bourgeoise.

Ce qui est plus grave, c'est qu'il y a aussi une crise, je ne dirai pas de la culture, car celle-ci est encore à l'état embryonnaire, mais une crise de la naissante civilisation prolétarienne.

Il y a en effet — et il nous faut insister sur ce fait brutal — il y a, en effet, ceci : c'est que l'idéologie ouvrière, l'idée rigide et inexorable de la lutte des classes, se trouve contaminée aujourd'hui par les mêmes forces qui contribuent à la dissociation des énergies du monde capitaliste.

Or, encore une fois, cela est grave, très grave, redoutable et angoissant pour les humains qui viennent.

Car l'histoire révolutionnaire, la philosophie constructive des nouvelles valeurs humaines nous enseignent que le prolétariat ne pourra accomplir sa grande mission historique, ne pourra faire œuvre de création que si, à l'heure où se désagrégeront les forces morales et intellectuelles de son ennemi de classe, il aura su acquiescer au prix d'efforts et de sacrifices sans nombre, une véritable conscience universelle de classe et conserver intacte son unité idéologique et de bataille.

Les castes et les races héroïques dont l'histoire répète encore aujourd'hui les noms fameux, possédaient au plus haut degré ces grandes vertus conquérantes qui brisent comme la foudre le joug des siècles et des millénaires servitudes.

Les peuples dont les exploits ont fait nous étonner lorsque, enfants, nous éplions leurs noms formidables sur les bancs de l'école, ne sont pas ceux qui furent les plus grands par le nombre et par la multitude de leurs soldats, mais bien ceux qui par la hardiesse de leurs conceptions, l'audace de leur génie, surent créer leur propre conscience de race et forger dans l'inflexible tradition de leurs intérêts et de leurs malheurs communs, l'indissoluble unité dans laquelle se cristallisaient, se fondaient la volonté d'action et l'âme d'un peuple ou d'une classe.

C'est pourquoi, à cette heure où la classe capitaliste se trouve désorientée devant le déchaînement des forces économiques qu'elle a libérées et qu'elle ne peut plus maîtriser, à cette heure où sa propre unité de classe dominante est sérieusement compromise par les intérêts nationaux qui se heurtent et les conflits qui surgissent de toutes parts, à cette heure où elle n'a même plus confiance en ses principes et en ses droits de classe, nous avons la honte pour notre classe d'assister au spectacle démoralisant que nous offre un prolétariat qui ne sait pas encore ce qu'il veut, qui est incapable de marcher audacieusement et par les sentiers orageux d'une lutte sans merci vers ses intérêts et ses buts de classe. Jamais, depuis que le monde existe, un peuple n'a fait preuve d'un tel désarroi, ne s'est montré aussi incapable à profiter des événements qui, à certaines époques, peuvent favoriser ses instincts de libération, que le prolétariat français durant ces longues années de crise. A quelles causes faut-il donc attribuer son impuissance actuelle à faire face avec succès à un capitalisme divisé lui aussi sur son terrain économique ? C'est ce qu'il nous faut examiner si nous voulons enfin sortir de la nuit affreuse qui nous enveloppe de toutes parts et ne pas jouer toujours le rôle de sottes prophétesses clamant leurs malédictions sur les ruines du mouvement syndical, tout comme jadis Jérémie sur les murs écroulés de Jérusalem.

Dans un pays comme le nôtre, dans un pays qui a fait tant de révolutions et qui possède de ce fait, une longue et forte tradition révolutionnaire, il était fatal avec l'ère ouverte par la démocratie, le jeu du suffrage universel et de la représentation directe au parlement, il était fatal que les partis politiques pousseraient sur un tel terrain comme champion après une pluie d'automne. Cela n'a pas manqué de se produire et depuis un bon demi-siècle, nous souffrons tous de cette terrible maladie qu'il y a toujours des hommes des coteries assez désintéressées pour vouloir faire malgré nous, notre propre bonheur. Nous avons, nous autres travailleurs, fait toute notre possible pour convaincre ces braves gens de l'inutilité de leurs efforts à remédier à notre situation; nous leur avons prouvé par a plus b que notre bonheur ne pouvait venir que de nous-mêmes, nous leur avons dit également qu'ils avaient déjà bien assez de la charge de se diriger eux-mêmes sans y ajouter le fardeau de vouloir nous diriger; eh bien ! rien n'y fit et toutes nos objections demeurèrent vaines. Ces deux apôtres, malgré nous, ont continué à vouloir s'intéresser à nos affaires, à notre genre d'existence.

Semblables en cela au bon ange gardien dont notre sainte Mère l'Eglise nous a qualifiés pour nous servir de compagnon fidèle du premier au dernier jour de notre vie dans cette vallée de larmes, les politiciens de toutes écoles — qui croiraient cela ? — ont poussé l'abnégation jusqu'à se sacrifier entièrement pour nous, pauvres parias. Et comme le dévouement est toujours recom-

pensé, des millions de fidèles qui durant de longs siècles avaient tourné leurs regards vers les cieux étoilés, les ont abaissés ensuite sur les prêtres de cette nouvelle religion, tant il est vrai que la crédulité ici-bas est infinie comme les espaces parmi lesquels se meuvent les mondes.

Qu'on me pardonne cette amère et cruelle ironie qui semble ne pas être tout à fait dans le ton du sujet que nous voulions traiter. Elle était nécessaire cependant pour montrer toute l'étendue de l'immense drame qui annihile la volonté d'action de la classe ouvrière de ce pays depuis plus de cinq années. Le mal qui nous ronge, le mal qui désarme et courbe le prolétariat enchaîné, face à l'histoire est en effet, celui-ci : c'est que le système politique des peuples d'Europe est parvenu à substituer les intérêts des partis, des clans et des chapelles à ceux des classes.

Cela est tellement vrai que le capitalisme aujourd'hui, pas plus que le prolétariat, ne peut faire une politique directe de classe. Pris dans l'engrenage des partis, il soit subordonner sa volonté et ses desirs à ceux des politiciens. Parfois, il arrive à se débarrasser; mais les politiciens alors se rabattent sur la classe prolétarienne et la dressent contre les flibustiers de la finance et de l'industrie qui font fi de leurs conseils et veulent se passer de leurs services, les quels ne sont jamais gratuits. Marx nous avait montré l'histoire comme une histoire de lutte de classes. S'il vivait notre époque, il reconnaîtrait son erreur, car il n'y a au fond du problème social que des luttes d'intérêts et d'appétits entre partis et groupements souvent antagonistes par leur formation.

Il faudrait toute une nouvelle philosophie pour éclairer l'après réalité des temps présents.

Espérons qu'après les expériences convaincantes qui se déroulent en ce moment devant nos yeux, il se trouvera un jour des hommes assez probes, assez avertis et lucides pour montrer la lutte des classes sur un plan autrement logique qu'il ne l'a été jusqu'à maintenant. Ceux-là seuls qui sauront accomplir une telle œuvre déchireront enfin les ténèbres du passé et pousseront les hommes sur les routes vraiment libératrices où l'on ne heurtera pas à chaque pas les multiples contradictions de la vie.

Chaque fois qu'il m'arrive de vouloir approfondir le grand problème qui nous intéresse tous, non seulement les difficultés de la tâche, mais encore toute une série de questions s'y rattachant, se présentent à l'esprit et éloignent forcément du véritable problème. J'avais voulu démontrer l'influence des politiciens aux époques de crise économique. Cela est matériellement impossible dans le cadre d'un article; un ouvrage même n'y suffirait pas, car c'est toute l'histoire depuis six mille ans qu'il faudrait embrasser à la fois. En quelques lignes, je m'y efforcerai donc pour éclairer cette thèse et la rendre quelque peu compréhensible.

Beaucoup s'étonnent encore après les enseignements d'hier de voir des groupements, des foules entières même, venir se placer sous la houlette de modernes bergers, lesquels par les chemins du pouvoir et l'aveuglement du dieu « Etat », prétendent assurer une bonne et saine culture à ces troupeaux bigarrés qui se pressent derrière eux.

Tous les jours on rencontre de fort braves gens qui s'efforcent de succès remportés par certaines firmes qui sont passées expertes dans l'art de combiner les intérêts de l'immense foule des pauvres avec leur propre intérêt bourgeois. Tous les jours, on trouve de ces petits bourgeois qui nous disent : « Mais enfin, comment est-il possible qu'après avoir vu à l'œuvre toutes les différentes équipes de guérisseurs et de rebouteurs qui vous ont fait envoler la fin de tous nos maux dans un terrestre paradis, comment se fait-il qu'il existe encore des bipèdes assez simples pour croire en la vertu de leurs remèdes ? »

Hélas ! il n'y a pourtant rien de si très naturel dans tout cela. Ne voit-on pas tous les jours des maisons commerciales qui à force de publicité parviennent à attirer dans leurs filets une foule de clients ? Ne voit-on pas également de nombreux médecins et apothicaires de toutes sortes qui par les mêmes procédés promettent aux centaines de malheureux qui ajoutent foi à leurs sonnettes, la prompte guérison de leurs maladies ?

En régime capitaliste, il ne faut s'étonner de rien. Tout est possible, même les pires absurdités. Tout est matière à commerce; non seulement les produits, mais aussi les idées. Et la politique est un art, tout comme le commerce.

La boutique la mieux achalandée est toujours celle qui réunira le plus de clients. Pour cela, que faut-il ? Un peu d'argent, du culot et toujours du culot, dirait Danton s'il était encore de ce monde.

Ce sont donc ceux qui sont passés maîtres dans la science de présenter leur marchandise à la foule bête et stupide qui auront le plus de succès.

Et nous sommes à une époque particulièrement favorable aux charlatans de la politique. Les masses de notre XX^e siècle, les fameuses masses de Zinoviev, et la volaille à plumer du capitaine Treint, ont amené au plus profond de leur cerveau, cette idée de la loi du moindre effort. Du moment qu'il y a des équipes qui feront la révolution à leur place, et qui en attendant leur promettent la pâtée dans un prochain paradis, cela leur suffit pour décrocher les applaudissements et les vivats de cette masse en l'honneur des fantoches qui préchent la fin des misères et des guerres.

La crise actuelle du syndicalisme est très instructive au point de vue de la révolution des producteurs. Elle nous enseigne que les temps de l'antique esclavage sont tout prêts à étendre leur ombre bienfaisante sur les classes laborieuses d'Europe.

(A suivre). J. BAILLOT.

Amis lecteurs abonnez-vous !

Le Congrès national de l'Enseignement

A la séance de nuit du Mercredi 6 Août, la discussion a continué sur le rapport moral par l'examen du travail corporatif : 1.800 francs, traitements, intérimaires, situation des jeunes. Sur ce dernier point, signalons tout particulièrement la triste situation des normaliens et normaliennes des Alpes-Maritimes. Sur trois promotions, cinquante-trois élèves-maitres sont sans poste.

On passe ensuite aux questions pédagogiques étudiées dans l'année : C.E.P., locaux scolaires, mutations, enseignement de la haine et livres chauvins.

Puis, on examine les moyens d'augmenter le nombre de camarades au courant des questions internationales et par suite d'intensifier l'action internationaliste de la Fédération de l'Enseignement. Une tribune libre pour l'Internationale de l'Enseignement sera ouverte dans « l'Ecole Emancipée ».

Le rapport moral est adopté à l'unanimité.

La conclusion du rapport moral, le bureau fédéral sortant ayant remis son mandat au Congrès de Paris, est mise en discussion.

Cornec expose toutes les raisons de la détermination du Bureau fédéral.

Hier matin, Dommanget (Oise), président. Après discussion, la démission de la majorité du bureau fédéral est enregistrée.

Racamon, secrétaire confédéral, vient apporter le salut de la C.G.T.U. aux Congressistes et indique ce qu'il a vu en Russie dans le domaine des réalisations scolaires.

Delphy, représentant de la Fédération postale est ensuite entendu.

On aborde la question des indemnités. Moulin (Rhône) expose un rapport très documenté. Les instituteurs bénéficient à l'heure actuelle d'indemnités diverses : résidence, logement, direction, etc., qui, contrairement aux principes syndicalistes et aux intérêts de l'école, créent des divisions dans le personnel enseignant.

Après lecture et discussion, le Congrès décide :

1^o La suppression de toutes ces indemnités, sauf l'indemnité pour charges de famille et de cherté de vie, lesquelles devraient être étendues à tous les travailleurs.

2^o Le renvoi à l'étude pour discussion au prochain Congrès de la question du logement.

Délégation auprès du ministre : La délégation de la Fédération des syndicats de l'enseignement désignée pour intervenir en faveur de nos révoqués a été reçue officiellement le 7 août, au matin, par le ministre de l'Instruction publique.

La délégation a fait part au ministre de sa surprise de voir que les réintégrations promises ne sont pas encore réalisées. Le ministre a répondu que seule, l'absence de M. Herriot a empêché la réunion du Conseil des Ministres qui aurait très probablement décidé ces réintégrations.

Il donne personnellement son opinion en affirmant qu'il est tout disposé à réintégrer nos camarades dès le 1^{er} octobre, sauf le cas où les dossiers révéleraient pour l'un quelconque d'entre eux des « fautes graves incompatibles avec la fonction d'enseignant ».

La délégation a défendu énergiquement nos camarades révoqués en ce qui concerne la dignité de leur conduite, leur valeur pédagogique et leur amour de l'école. Le ministre est tout disposé à agir de telle sorte que les réintégrés jouissent de leur traitement dès le 1^{er} août. En définitive, « sans que le ministre se soit formellement engagé », l'impression de la délégation est que la réintégration de tous nos révoqués ne trouvera pas d'opposition au sein du gouvernement.

SEANCE DE L'APRES-MIDI

On examine la gestion de l'« Ecole Emancipée », organe pédagogique de la Fédération et on recherche d'un commun accord les moyens de perfectionner la revue.

La liste des collaborateurs et des matières d'enseignement pour l'année scolaire 1924-1925 est arrêtée.

Locataires, ceci peut vous servir

La loi qui a été récemment promulguée n'apporte pas grand soulagement aux maux dont souffrent les locataires, il est tout de même bon qu'ils en connaissent les principales dispositions, afin d'user s'ils le désirent des « avantages » qu'elle leur accorde.

Après avoir la prorogation de jouissance prévue en faveur des locataires n'avait lieu que dans certaines communes où la population est dense. Elle s'applique dorénavant à toutes les communes du territoire, sans distinction.

De plus, elle s'applique non seulement aux locaux d'habitation, mais aussi aux locaux commerciaux, industriels et professionnels.

Elle s'applique enfin à tous les occupants d'un local, même s'il n'y a pas de contrat de bail, pourvu que l'occupation soit fondée, à l'origine sur un titre juridique régulier.

Dans une circulaire le ministre de la justice déclare :

« Tous les bénéficiaires de la nouvelle loi, que leurs baux soient ou non expirés, qu'ils occupent en vertu de leur contrat, d'une prorogation antérieure, d'un délai de grâce, ou même après l'expiration de cette prorogation ou de ce délai de grâce, ont un délai de trois mois à partir de la promulgation de la loi pour former leur demande — ou une nouvelle demande — de prorogation. Aucune forclusion, tirée de la tardiveté de leur action, ne peut leur être opposée. Toute prorogation déjà accordée peut être renouvelée. »

Tout locataire qui tient à éclaircir une situation douteuse peut donc former immédiatement cette demande de prorogation par lettre recommandée adressée au propriétaire, en indiquant la durée de la prorogation qu'il demande et le prix du loyer qu'il est disposé à payer.

A défaut d'accord, le tribunal doit statuer. Il n'est pas tenu d'accorder la propo-

gation demandée, mais il est possible que dans la majorité des cas il l'accorde.

Par une modification aux lois antérieures, les étrangers bénéficient de la prorogation lorsqu'ils ont été autorisés à établir leur domicile en France.

Actuellement, la limite de la prorogation est fixée au 1^{er} janvier 1926.

Enfin, jusqu'au 31 août courant, il ne pourra être procédé à aucune expulsion de locataire ou occupant de bonne foi.

COMITE DE DEFENSE SOCIALE

POUR L'AMNISTIE ! RENSEIGNEZ-VOUS

De nombreuses familles cherchent à juste titre à se renseigner sur les dispositions de la loi d'amnistie qui vient d'être votée par la Chambre des Députés.

Sous réserves de la ratification par le Sénat du texte adopté par la Chambre, le Comité de Défense Sociale se tient à la disposition de tous pour leur fournir à ce sujet toutes les précisions nécessaires et pour leur indiquer le caractère des démarches à effectuer pour solutionner les cas qui leur paraissent litigieux.

Faire parvenir l'exposé succinct de chaque affaire et la demande de renseignements à Pommier, 120, rue Marcadet, Paris (18^e).

Le Comité.

Nos Échos

N'allez pas là-bas !

L'organe officiel de la fête de Garches nous informe qu'il a été retrouvé dans le bois deux colliers, un corsage, une ceinture.

D'après notre enquête, les deux colliers appartiennent à l'Amie et à la F. S. T.; le corsage, très chiffonné, aurait été abandonné par une malheureuse fille de la Grange-aux-Beilles après un simulacre de défense contre un mauvais garnement de la rue Lafayette qui lui avait proposé un « accord circonstanciel » sous les noisetiers. La ceinture avait été apportée par un prestidigitateur d'Auteuil pour être offerte aux syndiqués unitaires en remerciement d'un petit cadeau de 55.000 francs.

D'autre part, il a été retrouvé une marmite en émail rouge. Prière de la rapporter au citoyen, de même couleur qui se fait appeler Yellow, on ne sait d'ailleurs pourquoi.

On nous l'avait bien dit. N'allez pas là-bas !

○○○

D'où vient l'argent ?

Dans le Bulletin Communiste du 1^{er} août, le citoyen Jean Lux, secrétaire de la Fédération de l'Yonne, demande la suppression des éditions régionales de « l'Humanité », qui accusent un déficit mensuel de 45.000 fr., déficit beaucoup plus élevé si l'on tient compte des dépenses occasionnées par la rédaction, l'administration, la composition et l'expédition d'un journal spécial.

Faut pas l'en faire tant que ça, mon vieux Jean ! A la caserne, il ne faut pas chercher à comprendre ! Il y a bien quelqu'un qui paie le déficit ! Et pense aux nombreux domestiques qui seraient sur le pavé si on l'économisait !

Par leurs libéralités, les seigneurs de Moscou font du bien dans le pays, comme on dit à mon village, puisqu'ils font vivre une quantité de pauvres diables.

Il faut laisser couler le robinet de la laiterie internationale.

○○○

Vers le remboursement des dettes.

« La révolution est faite en Russie », nous disent en hurlant à gueule déployée les farouches révolutionnaires de ce pays qui sont prêts à renverser la bourgeoisie chaque matin en sortant du lit.

« Faites comme nous, d'abord, avant d'ouvrir votre boîte et de nous critiquer », beuglent les Lozo et Zino qui sont venus visiter les steppes au lendemain de la révolution.

Si nous voulions en croire tous ces brailards, le capitalisme là-bas serait une bonne fois pour toutes à l'agonie, d'autant plus que les citoyens Gaston dit Red et Tom Pouce viennent de faire un séjour à Moscou, histoire de serrer le kiki à ces sales bourgeois.

C'est sans doute même pour abattre définitivement le système d'exploitation capitaliste que le gouvernement des Soviets vient de conclure un accord économique avec le gouvernement travailliste de Grande Bretagne aux termes duquel il s'engage à verser aux capitalistes anglais, 28 millions de livres sterling sur les 160 millions qu'il leur doit.

Et pendant ce temps, pendant que les ouvriers révolutionnaires et émancipés de la Russie des Soviets rognent sur leurs salaires pour rembourser les dettes du socialisme, les partis communistes de la III^e Internationale appellent les prolétaires du monde à se dresser contre le plan Dawes de la reconstruction capitaliste de l'Europe. Serait-ce trop leur demander que de poser cette simple question : De qui se moquent-ils enfin ? Des prolétaires ou des bourgeois ?

○○○

Il aurait pu évoquer un autre jour.

Il vient d'y avoir, au Havre, les fêtes franco-belges, au cours desquelles M. Meyer, qui est maire de cette ville, a cru devoir évoquer le 13 octobre 1914, jour où le roi des Belges, fuyant devant l'invasion, venait se réfugier en France.

Le maire du Havre, qui doit posséder bonne mémoire, aurait dû également évoquer un autre jour, peut-être moins glorieux pour la France du Droit et autres entités plus ou moins métaphysiques, le jour, un samedi tragique, où les travailleurs navrais furent fusillés à bout portant par les gendarmes de Poincaré.

Mais cela, un maire de gauche et même d'extrême gauche ne peut le faire, car de pareilles journées dépassent en horreur et en ignominie les scènes les plus affreuses de la turie impérialiste.

Les « barbares » qui ont ravagé la Belgique, dit-on, avaient, eux, une excuse : ils affrontaient des hommes, des soldats armés qui, s'ils furent vaincus, avaient cependant la ressource de se défendre et de

sauver leur existence les armes à la main. Mais les « barbares », les mercenaires stériles du capital, par leur exploit du 28 août 1922, ont prouvé leur valeur et leur courage sur une foule désarmée.

M. Meyer aurait pu établir un parallèle à ce sujet et montrer que la III^e République était bien digne aussi de la « barbarie » allemande.

La Vie des Lettres

Le chemin du bonheur

Dans le Bon Plaisir (juillet), M. Raymond Groc consacre une intéressante étude à la recherche du bonheur.

Mais, parmi ses réflexions, certaines sont discutables.

Il écrit : « L'oubli est la condition primordiale de la vie... l'oubli de l'inanité de notre existence, des forces supérieures qui règlent nos destinées, de la fin inéluctable qui nous guette, de la minute qui vient de s'écouler et qui ne nous appartient déjà plus et de celle qui va venir qui ne nous appartiendra peut-être jamais. »

« Si nous ne pouvions oublier, consentirions-nous un seul instant à vivre ? Notre rage à nous tourner sans cesse vers l'avenir ne témoigne-t-elle pas de notre pressant besoin d'échapper à la hantise annihilante du souvenir ? »

Je ne crois pas. Lorsque le passé a été doux, on éprouve une joie mélancolique — mais une joie tout de même — à le revivre. Et pour peu que nous ayons un caractère ferme nous sommes prêts à lutter pour reconquérir le bonheur perdu.

Lorsque le passé, par contre, a été mauvais et digne, nous sourions au présent.

Dans les deux cas nous marchons vers un avenir que nous espérons meilleur.

Il ne faut pas oublier. L'oubli nous diminue et restreint notre personnalité alors que le souvenir — bon ou mauvais — nous enrichit sans cesse.

Nous savons bien que le bonheur est relatif et que nous n'atteindrons jamais ce bonheur absolu qui ne serait, en somme, qu'une pitoyable chose.

Et nos véritables joies, nous les cueillons sur le chemin rocailleux mais fleuri d'espérance qui nous paraît conduire au Bonheur... avec un grand B...

NOTULES :

— Dans ce même numéro du « Bon Plaisir », un beau poème de Marcel Millet :

Nous avons un jeune dieu dans la maison. Sa présence insiste comme un vol d'abeille. Nous avons un jeune dieu, cet enfant blond Dans la lumière blonde de la treille. Le jeune dieu barbare ingénu. Happe les fleurs, froisse les herbes. Ses petits pieds sacrés dansent dans la boussière. Ses petits pieds dorés de soleil.

— O ses menottes dévastatrices.

— O sa bouche balafrée de raisins !

Son nez rit, ses yeux clairs ont répété : « Qui m'aime ? »

Et des langues de l'encalyptus.

Aux pampres roussis de la treille.

C'est tout le jardin qui s'éveille Pour la musique familière.

Dans l'automne presque inaperçu...

— Le docteur Morucel, l'ancien député communiste, vient de publier chez Figuière, une biographie de : « Ali de Tébelen » (1^{er} Phrysyne : 2^e Krysko : 3^e Vasilitch).

Si M. Morucel a des « opinions avancées », il a une conception étrangement rétrograde de l'art.

Voici les tirades sur lesquelles s'ouvre le volume :

TAHIR... ALI

TAHIR... ALI

TAHIR... ALI

Vois donc si la lune se lève !

TAHIR, de la fenêtre

Mon regard cherche, en vain, sa clarté sur la grève,

Vizir ! ALI

Le temps déjà vers le matin s'enfuit !

Ne voudrait-elle pas se montrer cette nuit ?

TAHIR

Elle paraît. Ah !... Que sa masse est troublante !

On dirait un quartier de chair vive et saignante.

De grands nuages noirs, du fond du firmament.

Tels des flois irrités, l'assailent tourment.

Un immense linceul et de brouillard et d'ombre

Enveloppe le Pindé !... Ah ! que cette heure est

fosmère !

Comme cela dure pendant deux cent cinquante

pages, j'avoue ne pas avoir eu le courage d'aller jusqu'au bout.

Georges VIDAL.

UN LIVRE A LIRE :

AU CAFE

par ERIC MALATESTA

Sous la forme de dialogue, le vaillant militant anarchiste développe magistralement les théories libertaires. Ce livre est très utile et presque indispensable pour les camarades qui veulent propager nos doctrines.

En vente à la « Librairie Sociale », 9, rue Louis-Blanc. Prix : 5 francs. (Chèque postal : M. Jouot 520-42, Paris.)

—————

Où aller ce soir ?

Théâtres lyriques

OPERA-COMIQUE — 20 h. 30 : Werther.

GAITE-LYRIQUE. — 20 h. 45 : Les Vingt Huit Jours de Clarette.

Drames, Comédies et Genre

COMEDIE-FRANÇAISE. — 20 h. 15 : La Victoire sur les ténèbres.

RENAISSANCE. — 21 heures : L'Enlèvement.

NOUVEL AMBIGU. — 20 h. 45 : Le Mystérieux Jimmy.

COMEDIE DES CHAMPS ELYSEES. — 21 heures : Knock ou le Triomphe de la Médecine.

Cabarets artistiques

LE GRENIER DE GRINGOIRE (6, rue des Abesses). — A 21 heures : Les chansonniers Géo Robert, Dorano, Brubach, Line de Tarbes et Louis Loréal. Spectacle d'art et d'éducation.

LE PERCHOIR. — 21 heures : L'Antenne magique.

LA CHAUMIERE. — 21 heures : Spectacle varié.

LE PIERROT NOIR (11, rue Germain Poirier).

— Drapés et des chansonniers.

LA VACHE ENRAGEE (4, place Constantin Pecqueur). — 20 h. 30 : Veillée d'art : Maurice Hallé et les chansonniers.

A travers le Monde

EST-CE LA GUERRE ?

« On mande d'Athènes que le gouvernement bulgare a concentré 3.500 hommes sur la frontière grecque. Hier, une partie des troupes bulgares a tenté de traverser la frontière près de Petrich; les troupes grecques ont poursuivi les assaillants. »

« On signale un tué. »

Le foyer d'incendie qui a provoqué la dernière guerre n'est pas encore éteint, car déjà de nouvelles lueurs menacent l'avenir. Les prolétaires grecs et de Bulgarie, qui ont souffert pendant cinq ans de la dernière boucherie, vont-ils se prêter une fois de plus à la tragédie qui se prépare dans l'ombre. Les diplomates qui à Londres s'amusent à chercher dans l'obscurité la paix du monde, ne s'aperçoivent-ils pas du danger balkanique ? Espérons toutefois que les premiers se refuseront à se laisser imoler pour l'idole Patrie si les seconds ne savent pas écarter de nous le terrible fléau.

GRÈCE

INCIDENTS DE FRONTIÈRE

Athènes, 7 août. — Les journaux publient les détails suivants sur les incidents de Petrich (à la frontière grecque). Un officier grec, qui, escorté de quelques soldats, surveillait la frontière, a été attaqué par une puissante bande bulgare. Le détachement grec, trop peu nombreux pour pouvoir opposer une résistance sérieuse, s'est retiré. L'enquête entreprise dans la suite a établi la complicité de plusieurs habitants bulgares qui ont été arrêtés. Le convoi a été attaqué par une bande de comitadjis bulgares qui a tenté de libérer les prisonniers. Dans le combat qui a suivi sept individus ont été tués. Le gouvernement grec est décidé à prendre des mesures sévères contre quiconque essaierait de troubler l'ordre public à la frontière.

ANGLETERRE

M. HERRIOT S'ENTRETIENT AVEC LES DÉLÉGUÉS ALLEMANDS

Londres, 7 août. — Après la visite que le chancelier Marx et M. Siresmann ont faite cet après-midi, à 15 h. 40, à M. Herriot, au Hyde Park Hotel, le président du Conseil français s'est rendu, à 16 h. 20, à l'Hôtel Ritz, où il a conféré avec le chancelier allemand et le ministre des Affaires étrangères du Reich.

Ces deux entretiens ont été des plus cordiales et ont établi le contact direct entre les délégations française et allemande.

A la conférence de ce matin, au Foreign Office, M. Herriot avait fort courtoisement averti MM. Mac Donald et Theunis des échanges de vues qu'il entendait nouer avec les Allemands et il avait demandé au Premier britannique et à son collègue belge s'ils n'avaient pas d'objections.

MM. Mac Donald et Theunis, il va sans dire, déclarèrent au président du Conseil français qu'ils n'en voyaient aucune.

Ce soir, à 17 heures, a eu lieu une nouvelle réunion des ministres alliés et des délégués allemands. — (Radio.)

ROUMANIE

L'ANTISEMITISME

Constanza, 7 août. — Dans le train venant de Bucarest, plusieurs Juifs, émigrants de la Pologne, qui devaient s'embarquer à Constanza pour la Palestine, ont été maltraités par des jeunes gens, qui se sont fait passer pour des étudiants. Ces pseudo-étudiants, seraient-ils des fonctionnaires de l'Etat.

Sous le régime tsariste en Russie chaque fois que la situation était trouble, et que l'autocratie craignait la révolte l'on jetait à la foule aveugle, quelques Juifs en pâture.

A l'heure où l'insurrection menace la Roumanie, le ménage recommence et l'Etat cherche à malmenier quelques pauvres innocents et les rendre responsables d'une situation désespérée.

Mais rien n'empêchera la Bourgeoisie de Roumanie et d'ailleurs de s'écrouler un jour prochain sous le poids de ses crimes.

LA NATURE EN FOLIE

Les inondations, à Formose, détruisent 2.000 maisons

Des inondations ont ravagé le nord de Formose, coupant toutes les communications et détruisant Tathoku.

Un nombre important de personnes a disparu.

YOUgoslavie

LA QUESTION

DES EFFECTIFS BULGARES

Belgrade, 7 août. — Les journaux s'élevaient avec énergie contre l'intention du gouvernement bulgare d'augmenter les effectifs de l'armée permanente, sous prétexte de défense contre le péril bolchevik.

L'opinion publique paraît plus irritée contre le régime actuel qu'épouvantée par le péril communiste.

La Bulgarie a déjà augmenté ses forces militaires de 20.000 à 40.000 soldats, sans compter les 10 à 12.000 comitadjis.

Le guignol marocain

Cette nouvelle que vous lisez ce soir, ô votant du Bloc rouge, cette petite nouvelle en quatre lignes ne vous a l'air de rien ? Relisez-la : « La présidence du Conseil a communiqué la nuit suivante : « Les nouvelles données par certains journaux sur le changement des titulaires des résidences de Rabat et de Tunis sont inexactes »

Eh bien ! cela signifie tout simplement, pauvre idiot d'électeur, que ton Bloc des Gauches, après d'autres saletés, maintient et garde dans leurs palais, Lyauté et le natak, et sa smalah d'officiers titrés et pétronies.

Cela veut dire expressément que le Guignol Lyonnais baise sur la bouche le Guignol Marocain.

Tout un état-major acquis à l'« Action Française », toute une cour somptueuse et vicieuse, toute une basse noblesse de cape et de rapines, sous le sceptre du maréchal à la longue figure, va continuer à gérer la grande contrée marocaine.

Ah ! pauvres ignorants de votards, vous avez cru qu'on allait chasser cette tombe, qu'on allait lever le voile irisé sous lequel on nous fait voir, comme dans un mirage, une colonie civilisée et embellie ! Vous en êtes pour vos frais de bulletins.

Ahmed l'ingénu continuera à être exploité, les beaux messieurs de Paris continueront à agiter la bas, de loin et de près, sous l'égide des étoiles du Maréchal académicien Charles Maurras continuera à couvrir les sophismes de fil blanc pour nous parler de « l'organisation » du Maroc, et il trouvera quelque citation latine pour en laurier son idole militaire.

La vérité, la saisisante et dure vérité c'est que le roublard empanaché, grâce au Bloc des Gauches, comme grâce au Bloc des Droites, pourra poursuivre son impériale carrière. Elle se résume en un développement merveilleux des « affaires » de quelques nouveaux riches, ses protégés, et en une « organisation » habile de menues révoltes qui permettent d'entretenir une armée aux soldats choisis, aux chefs triés sur le volet.

La vérité, celle que connaissent les initiés, c'est que les mines d'or du Pactole ne suffiraient pas à contenter la soif sacrée du dictateur au manteau de pourpre, et que l'équilibre du budget marocain se résume en des charges écrasantes pour le budget de l'Etat.

Quelle comédie ! Cela pourrait s'intituler : « Ahmed l'ingénu ou le Guignol Marocain ! »

On pourrait l'écrire en petits vers légers, comme du temps de Voltaire, avec musique de scène, de Moro-Giafferri et décors du théâtre de Lyon. La claquette serait composée d'électeurs communistes, sous la direction de Cachin.

Guy SAINT-FAL.

L'INCURIE CRIMINELLE

Un jeune ménage ouvrier asphyxié

La Compagnie du Gaz de Saint-Denis, qui prend si grand soin de ses abonnés quand il s'agit uniquement de leur augmenter le tarif, fait preuve, comme toutes les administrations du reste, d'une négligence outrancière.

C'est ainsi que depuis quelques jours des travaux de canalisation étaient en cours en face le 22 du boulevard Saint-Félix.

Hier matin, des voisins trouvèrent dans leur appartement sis au rez-de-chaussée du 22, les époux Bordenes étendus inanimés sur leur lit et l'on ne put que constater leur décès.

Tout le monde crut d'abord au suicide, car une forte odeur de gaz subsistait dans l'appartement, mais vérification faite du compteur, lequel était fermé, et des conduites qui étaient en bon état, on dut porter ailleurs les recherches de la cause de ce double décès.

L'odeur du gaz persistant et les travaux en cours ayant lieu juste sous les fenêtres du jeune couple, le commissaire de police pensa qu'une rupture souterraine avait pu se produire et intoxiqua doucement pendant la nuit les époux Bordenes, couchés dans leur lit proche des travaux. Et c'est en effet ce qui s'était produit.

Les victimes de l'incurie de la Compagnie étaient assez jeunes : le mari, Louis, 28 ans ; la femme, Française, n'avait que 20 ans.

L'odeur de gaz se répandait même en plein air, et il venait assez souvent des inspecteurs pour embêter les ouvriers ; ils auraient dû signaler cette fuite et faire entreprendre les travaux nécessaires plus tôt. Cela aurait évité deux victimes.

Mais la Compagnie du Gaz de Saint-Denis s'en moque pas mal !

Les gouvernants et la vie chère

Ah, non ! ce ne sont pas les gouvernants qui peuvent mettre un terme à la Vie chère, même pas ceux du Bloc des Gauches.

Ils le pourraient qu'ils ne le voudraient d'ailleurs point. Cela n'est pas que notre avis, c'est aussi celui de M. Ponsot qui, dans l'« Eclair », ne se leurre pas sur les « capacités » et la « bonne volonté » des ministres du Bloc des Gauches.

Nous ne pouvons pas résister à l'envie de donner quelques passages de sa virulente apostrophe, elle est si significative.

Tenez, rendez-vous-en compte vous-mêmes :

Prononcez des discours devant le drapeau de Belgique est bien, encore que cette littérature ne devra point figurer dans les manuels primaires, pour la défense de la syntaxe ; permettre aux citoyens ayant voté ou non pour le Cartel des Gauches de ne pas crever de faim serait mieux.

Les ministres continuent la politique détestable du pain cher, de la viande chère, de la hausse des prix pour toutes les denrées alimentaires.

A la Bourse du Commerce, sévit la spéculation. Albert Noret avait dénoncé, en de vigoureux articles, les vols des spéculateurs. Il soutenait ainsi les intérêts des consommateurs contre ceux des spéculateurs. Chacun l'approuvait. Aujourd'hui, le ministère abandonne les petits pour favoriser les grands. C'est le pain cher.

La viande n'a pas baissé de prix. Bien au contraire. La côte Chéron est dépassée. Tout ce que l'écrivain a écrit contre la politique de Chéron est encore de mise aujourd'hui. Le même protectionnisme stupide sévit. Le reste à l'avenant.

Quelles mesures de rigueur le Gouvernement a-t-il prises pour mettre à la raison et à l'ombre mille bangs-intermédiaires des Halles et des marchés ? S'inquiète-t-il seulement de la détresse qui pèse d'un poids chaque jour plus accablant sur les classes moyennes ?

Une ligne de décret, une demi-ligne de circulaire n'a même pas été consacrée à cet objet digne d'attention, sinon de pitié.

Les officiels disent : « Ne changeons pas les méthodes du précédent gouvernement. Faisons-nous oublier. Ne molestons àme qui vive ou qui vole. »

Le mécontentement grandit dans le peuple. La vie chère est une question qu'on n'écartera pas du revers d'une main nerveuse.

En lisant les autres...

La Guerre appelle la Guerre

Du Temps, au sujet de l'anniversaire de la guerre en Allemagne :

Ce dixième anniversaire de la guerre n'a pas été célébré par un peuple repentant et résigné aux réparations des dévastations et des souffrances atroces qu'il a infligées à ses adversaires ; bien au contraire, l'immense majorité de la nation se cabre contre les sacrifices bien réels qu'on lui demande et espère une revanche qui restaurera l'Allemagne « noir-blanc-rouge » de 1914. A Munich, à Stuttgart, le gouvernement a banni des cérémonies publiques le drapeau républicain ; on ne pouvait qu'aux couleurs de la glorieuse Allemagne impériale ; dimanche dernier, à la fête des morts de la guerre, à Stuttgart, l'autorité protestante s'est écriée : « Honorez les morts avec les couleurs noir, blanc, rouge pour lesquelles ils sont tombés ! » A son tour, l'autorité catholique a exalté le drapeau de la guerre noir, blanc, rouge, rayonnant de l'esprit de sacrifice ! — Les « Frankfurter Nachrichten » ont rappelé à leurs lecteurs qu'il y a dix ans, la moitié du monde ligée contre l'Allemagne, l'a forcée à se défendre ; qu'après avoir tué des millions de ses fils à la guerre, les Alliés ont affamé l'Allemagne, lui ont imposé l'inflation qui a causé la mort des humbles, des vieillards et des enfants. Ensuite on a traité les Allemands d'une conférence à l'autre. Pauvres fous, qui espèrent toujours qu'on leur fera grâce et qu'on leur rendra justice ! Pourquoi se faire des illusions ? Ce ne sont pas les manifestations des pacifistes qui répondent aux sentiments du peuple allemand, mais les réquisitoires violents et mensongers des nationalistes.

Cela prouve que toute guerre en appelle d'autres. Les vaincus veulent leur revanche à tout prix. Après 1870, ce fut notre pays. Après 1918, c'est l'Allemagne. On tourne dans un cercle infernal : tour à tour, vaincus ou victorieux, chaque nation ne se laisse jamais de recourir à la force des armes pour fonder son propre droit. Voilà longtemps, très longtemps que cela dure, et après les années de haine et de violence que nous venons de traverser, il n'apparaît guère que cela soit à la veille de cesser tout à fait.

Autour de l'agonie de Cottin

De Sirius, dans Paris-Soir :

Dans les prisons de la République Troisième, on ne fait pas de vieux os : on ne trouve aucun distraction, on n'a même pas la possibilité, de la classique Silvio Pellico, d'élever des araignées.

Car les araignées, devenues tout à fait familières, vont se loger dans les crânes des détenus.

Je prends le cas du malheureux Cottin, sur lequel je n'aurai garde de plaisanter. Cottin, vous savez bien, vous savez, est ce jeune homme qui courait derrière la voiture de M. Clemenceau en tirant des coups de revolver. On affirma que le médiateur de M. Clemenceau avait bénéficié d'une écorchure. Il n'en fallait pas plus pour condamner l'« assassin » à mort. Sur intervention de M. Clemenceau, la peine de mort fut transformée en vingt années de détention.

Je me permets de faire observer qu'avant d'avoir son médiateur maltraité — et ça n'est pas encore très sûr — M. Clemenceau s'était vu arracher sa prostate. Mais, cette fois, les mal-faiteurs étaient des chirurgiens. Non seulement ils ne furent pas condamnés, mais l'imaginaire que M. Clemenceau dut payer assez cher leurs coups de bistouri.

Je me permets également de faire observer qu'un autre jeune homme du nom de Fritz Adler avait, quelque temps avant, accompli le même geste que Cottin, sur la personne d'un des gouvernants de son pays. Seulement, Adler avait visé juste. Depuis, le glorieux meurtrier, sorti de sa prison, jouit dans son pays d'une popularité à toute épreuve. Il est devenu une manière de héros.

Supposez que nous ayons perdu la guerre et que l'Allemagne nous ait dicté ses conditions. Que se passait-il ? Clemenceau, qui a récolté la victoire, sans trop savoir pourquoi ni comment, était chassé du Pouvoir. Cottin sortait de son tombeau, et l'on posait sur son front d'éphèbe la couronne de laurier de Fritz Adler.

La destinée des hommes tient à peu de chose. Emururé vivant, Cottin est en train de mourir. Tuberculeux, disent les uns. Demi-fou, disent les autres. Je vois bien que le « Matin » a essayé d'une explication. Selon ce cher confrère, Cottin atteindrait la démence non en raison de son enlèvement, mais parce qu'il s'amuse à lire la « Vie de Jésus » et des ouvrages voltairiens. Le « Matin » va un peu fort. On peut devenir abruti en lisant le « Matin ». On ne devient pas fou en lisant Voltaire et Renan.

Quoi qu'il en soit, Cottin souffre abominablement. Cottin agonise. A ceux qui croient volontiers à la nécessité de la répression, je demande si le châtiment est proportionné à la faute.

Mais le cas de Cottin n'est pas un cas isolé. D'autres sont également victimes de la prison. Il y a Jean Goldsky qui, depuis des mois et des mois, traîne une existence misérable d'un cachot à l'autre. Il y a Jacques Landau qui vient de libérer et qui, atteint de tuberculose, se

meurt lentement. Il y a Marion qui lutte désespérément contre le « roi qui le terrasse. »

Ah ! ça ! Qu'est-ce donc que ces prisons qui commencent par hospitaliser des hommes vigoureux et bien portants et qui, au bout de quelques années, nous rendent des loques humaines ?

On exige des soins pour les condamnés. On demande qu'ils soient rendus au grand air, au mouvement, à l'affection de leur famille et de leurs amis. Est-ce trop réclamer ?

Et laissez-moi songer un peu à Clemenceau. Ce vieillard toujours vert conserve-t-il quelque lucidité ? A l'heure où la Camarade se rapproche, ne lui arrive-t-il jamais d'évoquer ce petit jeune homme qui expie si durement un geste maladroite ? Et ne se souvient-il pas des pages lumineuses qu'il écrivit, jadis, sur la justice et sur les tortionnaires ?

Quelle leçon terrible, si le jeune Cottin — un enfant — mourait dans les affres de la démence, avant l'octogénaire impavide !

Quel dommage, vraiment, que Dieu n'existe point, que le tribunal céleste ne soit qu'une fiction et la justice immortelle une blague !

Le Vieux Tigre se moque pas mal de sa victime. Tout à ses souvenirs d'avoir créé « dix années de confusions dans l'Europe Centrale », au fond de son retraite, il rit à l'avance des nouveaux malheurs qui, demain, déchireront l'humanité. Qu'importe à ce fœuve altéré de sang une victime de plus ou de moins ? Qu'est-ce que cela pour ceux qui ont tenu entre leurs mains les destinées de millions d'hommes ?

L'Eglise... et la toilette des femmes

De Clément Vautel dans le Journal :

En France, les évêques fulminent contre les audaces de la mode féminine et proscrivent de la sainte table les chrétiennes qui prétendent y prendre place en robe-chémise, la gorge au vent et les bras nus.

En Italie, cette pieuse croisade contre la chair et ses artifices prend des proportions épiques. Les « enfants de Marie » passent en revue, à la porte des églises, les jeunes personnes et même les vieilles qui veulent assister à la messe. Celles qui exhibent une trop grande superficie de leur épiderme sont invitées à faire demi-tour. Et des boys-scouts sont chargés d'expulser les récalcitrantes.

On imagine le fils la pudeur disant à sa propre mère :

— Maman, il va falloir que je te sorte... Tu laisses trop voir tes mollets !

L'Eglise s'est montrée, de tout temps, d'une sévérité extrême sur le chapitre de la toilette féminine. Les charmes des filles d'Eve sont, pour elle, les armes de Satan, et elle combat de toutes ses forces l'éclatance de la chair, laquelle a cependant toujours le dernier mot, — heureusement pour la pérennité de l'espèce humaine !

Je crois d'ailleurs que, dans cette lutte, la vérité, qui est toute nue, finira par l'emporter. Et ce sera tant mieux pour la vertu, qu'il ne faut pas confondre avec la pudeur.

La femme moderne est en train de jeter aux orties les voiles mystérieux dont l'enveloppait, non sans perversité, la vieille morale vestimentaire. Elle montre ses bras, ses seins, ses jambes, et, sur les plages, elle montre même le reste... Au théâtre, le nu est dans la salle comme sur la scène. Et le sport n'a pas peu contribué à libérer ce corps de la femme qui se révèle aujourd'hui à tous les regards tel que Dieu l'a fait un jour qu'il était en train...

En bien ! je prétends que la vraie vertu y gagne, car, seul, le mystère excite l'imagination, et c'est l'imagination qui crée le désir. Le nu intégral — sans feuille de figuier — n'était-il, dans l'Eden, la preuve même de l'innocence ?

Il est, en effet, fort détestable que les besoins de notre civilisation nous contraignent constamment à emprisonner nos corps dans des tissus qui pourraient servir à autre chose, et qui quand bien même ne serviraient à rien, épargneraient, en ne les employant pas un surcroît de travail à ceux qui les fabriquent. Mais cela équivaut à remettre en question tout le matérialisme d'Occident.

Et ce problème dépasse de beaucoup non seulement les toilettes et l'Eglise, mais encore les meilleurs « films » de M. Vautel.

A TRAVERS LE PAYS

TRISTE QUERELLE !

Abbeville, 7 août. — Les familles Riquier et Haudruchy, habitant le hameau de Courteux, arrondissement d'Abbeville, étaient divisées par une haine mortelle. Une rixe surgit dimanche dernier entre les deux frères Riquier et les deux frères Haudruchy. Cette rixe ayant amené une enquête de la gendarmerie contre les Riquier, Octave Riquier, 34 ans, irrité, se rendit armé d'un sabre chez les Haudruchy et, y trouvant Georges Haudruchy, âgé de 24 ans, le transperça de son arme.

La victime succomba peu après, et Octave Riquier a été arrêté.

N'oubliez pas la thune mensuelle !

qui lui était nécessaire, il demanda le coiffeur chez lui, où chaque fournisseur apportait sa marchandise.

A sept heures du soir, il monta dans un fiacre et se fit conduire à l'Opéra, frisé comme un saint Jean de procession, bien gileté, bien cravaté, mais un peu gêné dans cette espèce d'étui où il se trouvait pour la première fois. Suivant la recommandation de madame de Bargeton, il demanda la loge des premiers gentilshommes de la chambre. A l'aspect d'un homme dont l'élégance empruntée le faisait ressembler à un premier garçon de noce, le contrôleur le pria de montrer son coupon.

— Je n'en ai pas.

— Vous ne pouvez pas entrer, lui répondit-on sèchement.

— Mais je suis de la société de madame d'Espard, dit-il.

— Nous ne sommes pas tenus de savoir cela, dit l'employé, qui ne put s'empêcher d'échanger un imperceptible sourire avec ses collègues du contrôle.

En ce moment, une voiture s'arrêta sous le péristyle. Un chasseur, que Lucien ne reconnut pas, défila le marchepied d'un coupé d'où sortirent deux femmes parées. Lucien, qui ne voulait pas recevoir du contrôleur quelque impertinent avis pour se ranger, fit place aux deux femmes.

— Mais cette dame est la marquise d'Espard, que vous prétendez contrôler, monsieur, dit ironiquement le contrôleur à Lucien.

Lucien fut d'autant plus abasourdi, que madame de Bargeton n'avait pas l'air de le reconnaître dans son nouveau plumage ; mais, quand il l'aborda, elle lui sourit et lui dit :

— Cela se trouve à merveille, venez !
(A suivre.)

FEUILLETON DU LIBERTAIRE DU 8 AOUT 1924. — N° 51

Illusions perdues

par Honoré de Balzac

DEUXIÈME PARTIE

Un grand homme de province à Paris

Tous faisaient ressortir leurs avantages par une espèce de mise en scène que les jeunes gens entendaient, à Paris, aussi bien que les femmes.

Lucien tenait de sa mère les précieuses distinctions physiques dont les privilèges éclataient à ses yeux ; mais cet or était dans sa gangue, et non mis en œuvre.

Ses cheveux étaient mal coupés. Au lieu de maintenir sa figure haute par une soule baleine, il se sentait enseveli dans un vilain col de chemise ; et sa cravate, n'offrant pas de résistance, lui laissait pencher sa tête attristée.

Quelle femme eût deviné ses jolis pieds dans la botte ignoble qu'il avait apportée d'Angoulême !

Quel jeune homme eût envié sa jolie taille déguisée par le sac bien qu'il avait cru jusqu'alors être un habit ?

Il voyait de ravissants boutons sur des chemises étincelantes de blanchaut, la sienne était rouille !

Tous ces élégants gentilshommes étaient

merveilleusement gantés, et il avait des gants de gendarme !

Celui-ci badinait avec une canne délicieusement montée. Celui-là portait une chemise à poignets retenus par de mignons boutons d'or.

En parlant à une femme, l'un tordait une charmante cravache, et les plus abondants de son pantalon tachetés de quelques petites éclaboussures, ses éperons retentissants, sa petite redingote serrée, montraient qu'il allait remonter sur un des deux chevaux tenus par un tigre gros comme le poing. Un autre tirait de la poche de son gilet une montre plate comme une pièce de cent sous, et regardait l'heure en homme qui avait avancé ou manqué l'heure d'un rendez-vous. En regardant ces jolies bagatelles, que Lucien ne soupçonnait pas, le monde des superfluités nécessaires lui apparut, et il frissonna en pensant qu'il fallait un capital énorme pour exercer l'état de joli garçon ! Plus il admirait ces jeunes gens à l'air heureux et dégagé, plus il avait conscience de son air étrange, l'air d'un homme

qui ignore où aboutit le chemin qu'il suit, qui ne sait où se trouve le Palais-Royal quand il y touche, et qui demande où est le Louvre à un passant qui répond : « Vous y êtes. »

Lucien se voyait séparé de ce monde par un abîme, il se demandait par quels moyens il pouvait le franchir, car il voulait être semblable à cette svelte et délicate jeunesse parisienne. Tous ces patriciens saluaient des femmes divinement mises et divinement belles, des femmes pour lesquelles Lucien se serait fait hacher au prix d'un seul baiser, comme le page de la comtesse de Königsmark. Dans les ténèbres de sa mémoire, Louise, comparée à ces souveraines, se dessinait comme une vieille femme. Il rencontra plusieurs de ces femmes dont on parlait dans l'histoire du XIX^e siècle, de qui l'esprit, la beauté, les amours ne seront pas moins célèbres que celles des reines du temps passé. Il vit passer une fille sublime, mademoiselle des Touches, si connue sous le nom de Camille Maupin, écrivain éminent, aussi grande par sa beauté que par un esprit supérieur, et dont le nom fut répété tout bas par les promeneurs et par les femmes.

— Ah ! se dit-il, voilà la poésie.

Qu'était madame de Bargeton auprès de cet ange brillant de jeunesse, d'espoir, d'avenir, au doux sourire, et dont l'œil noir était vaste comme le ciel, ardent comme le soleil ? Elle riait en causant avec madame Firmiani, l'un des plus charmants femmes de Paris. Une voix lui cria : « L'intelligence est le levier avec lequel on remue le monde. » Mais une autre voix lui cria que le point d'appui de l'intelligence était l'argent. Il ne voulait pas rester au milieu de ses ruines et sur le théâtre de sa défaite, il prit la route du Palais-Royal, après l'avoir demandée, car il ne connaissait pas encore la topographie de son

quartier. Il entra chez Véry, commanda, pour s'initier aux plaisirs de Paris, un dîner qui le consolât de son désespoir. Une bouteille de vin de Bordeaux, des huîtres d'Ostende, un poisson, une perdrix, un macaroni, des fruits furent le *ne plus ultra* de ses desirs. Il savoura cette petite débauche en pensant à faire preuve d'esprit ce soir auprès de la marquise d'Espard, et à racheter la mesquinerie de son bizarre accoutrement par le déploiement de ses richesses intellectuelles. Il fut tiré de ses rêves par le total de la carte, qui lui enleva les cinquante francs avec lesquels il croyait aller fort loin dans Paris. Ce dîner coûtait un mois de son existence d'Angoulême. Aussi ferma-t-il respectueusement la porte de ce palais, en pensant qu'il n'y remettrait jamais les pieds.

— Eve avait raison, se dit-il en s'en allant par la galerie de pierre chez lui pour y reprendre de l'argent, les prix de Paris ne sont pas ceux de l'Houmeau.

Chemin faisant, il admira les boutiques des tailleurs, et, songeant aux toilettes qu'il avait vues le matin :

— Non, s'écria-t-il, je ne paraîtrai pas fatigué comme je le suis devant madame d'Espard.

Il courut avec une vélocité de cerf jusqu'à l'hôtel du Gaillard-Bois, monta dans sa chambre, y prit cent écus, et redescendit au Palais-Royal, où sa future élégance était éparse dans dix boutiques. Le premier tailleur chez lequel il entra lui fit essayer autant d'habits qu'il voulut en mettre, et lui persuada qu'ils étaient tous de la dernière mode. Lucien sortit possédant un habit vert, un pantalon blanc et un gilet de fantaisie pour la somme de deux cents francs. Il eut bientôt trouvé une paire de bottes fort élégantes et à son pied. Enfin, après avoir fait emplette de tout ce

L'Action et la Pensée des Travailleurs

POUR L'UNITÉ SYNDICALE

Réponse aux jésuites rouges

Le Comité d'action pour l'Unité Syndicale a l'honneur d'être combattu par ceux-là même qui s'en réclament le plus.

Bien que ceci semble paradoxal, ce n'est malheureusement que la stricte vérité. Nous tiendrons au courant tous les intéressés à la reconstitution de l'Unité, et ils apprécieront l'attitude des individus qui, au nom d'un parti politique, s'y opposent.

Il faut que chacun précise sa position. Nous ne permettons à personne de faire de la démagogie sur une initiative aussi sérieuse et aussi honnête.

Au 1^{er} mai passé, il fut pointé au C. I. d'Asnières, autant de cartes lafayetteistes qu'unitaires. Nombreuses aussi furent les visites de ceux qui n'appartenaient plus à aucune organisation, mais qui restent néanmoins de fidèles militants de l'idée syndicale.

D'autre part, les membres du C. I. sont, dans leur ensemble, de vieux militants, qui, à l'encontre de ceux qui les combattent, ont toujours aidés à vivre leur organisation. Mais, s'ils ne sont pas des nourrices, ils se refusent à être des nourrices.

Au cours d'une collaboration de trois ans entre militants des deux C. G. T., il nous a été suffisamment démontré que dans l'unité, l'organisation et l'action, il est facile de s'entendre, pourvu que l'on reste honnête et dévoué à la cause.

Pour toutes ces raisons, le C. I. décide de porter toute son activité à la solution du problème de l'Unité.

Au cours de trois réunions, il fut décidé du principe et de la forme d'action à mener.

En passant, disons que le C. I. est en majorité composé de communistes, que son secrétaire est un militant sérieux et actif. Rien ne fut donc fait, qui puisse sembler une cabale ou un croc en jambe pour personne.

Résolument engagé dans la voie qu'il s'était tracée, le C. I. a ouvert sa campagne en conviant à une réunion commune les deux unions départementales et l'U. S. T. I. C. A. : des camarades se déplacèrent pour visiter les intéressés et les inciter à répondre à notre appel.

Une réponse en tous points identique nous parvint des deux C. G. T., nous avions eu le tort de nous adresser à des permanents, à des appointés.

De l'U. S. T. I. C. A., au contraire, une réponse favorable, enthousiaste, nous fut faite.

C'est au cours de cette première réunion que fut constitué le Comité d'action pour l'Unité Syndicale.

Vingt délégués y assistaient, treize appartenant à la C. G. T. U., trois à la C. G. T., quatre à l'U. S. T. I. C. A.

Chacun apporta son point de vue. Tous, sous différentes formes, abordèrent le même sens. Rippert, avec sa logique et sa maîtrise des questions sociales et économiques, situa bien notre position et la forme d'action à conduire.

L'entente était formelle, un tract fut édité qui devait révéler notre formation et définir notre position.

Avant qu'il ne soit lancé, un camarade en donna connaissance au C. I. Personne n'éleva d'objection.

On décida qu'il serait adressé à tous les C. I. du département, à toutes les permanences syndicales, aux militants en vue, aux U. D. ayant fait de l'action pour l'Unité.

Ainsi fut fait.

Nous demandâmes, d'autre part, à l'Humanité, au Peuple, à Libération, journaux quotidiens lus par les éléments que nous voulions toucher, d'insérer notre manifeste.

Seul le Libération le publia.

Après cette campagne de propagande, estimant notre groupe suffisamment connu, nous décidâmes de tenir à la Maison Commune de la rue de Bretagne une seconde réunion.

Les militants les plus actifs des organisations syndicales étaient présents.

Pelcot, Rippert, Brunant précisèrent notre point de vue. Une large discussion succéda.

Un fort scepticisme fut à l'ordre du jour, tant il est vrai que l'on manque le plus de ce dont on a besoin.

Besnard nous parla des essais déjà tentés. Nous relevâmes, pour notre part, qu'un mois d'action, même très soutenue et très bien conduite, ne peut réaliser l'unité désirée, l'échec qu'il nous signala donna plus de poids à notre pensée.

Des mots ne feront pas l'Unité, des conventions ne la résoudront pas ; l'Unité n'est pas une loi avec ses articles, elle est une pratique que consolident les besoins.

Masot nous révéla un état d'esprit que, hélas ! nous ne connaissons que trop. Son intervention devait être faite, elle dénonça un égoïsme que nous aurons à éviter et à surveiller.

D'autres camarades apportèrent leur point de vue, tous les sons de cloche furent entendus.

Comme conclusion, le Comité devenait impersonnel, un nouvel appel serait lancé pour attirer une plus nombreuse assistance à la prochaine réunion.

Rendez-vous fut pris. Tous promirent de se dévouer à l'action unitaire.

Dans son syndicat, dans son C. I., dans son entourage, à l'atelier, chaque militant s'engagea à appeler sur cette question vitale l'attention des travailleurs.

Quelle ne fut pas notre stupeur de voir à quelques jours de là, dans l'Humanité, une note, signée de six des signataires de notre manifeste, disant que nous avions surpris leur « bonne foi » (?) et qu'ils se désolidarisèrent de nous.

Comme on l'a vu plus haut, l'Humanité avait reçu, environ vingt jours avant, le texte même du tract incriminé ; à l'encontre du « Libération », elle ne l'avait pas publié.

Pour donner des raisons au geste juda-

que de ses amis, qu'elle obligeait à nous quitter, elle fit précéder cette note d'un article où elle citait des tronçons de phrases, leur faisant prendre une forme patriotique et... anarchiste à la fois.

Ces éternels « épureurs » relevaient le passage où nous dénoncions la concurrence franco-allemande, ils négligeaient de donner l'ensemble des détails qui caractérisaient cette concurrence et de signaler la conclusion à laquelle nous voulions arriver.

Nous démontrâmes, en effet, que la France capitaliste, ne pourrait résister : « Qu'en réduisant nos salaires au niveau des salaires allemands, et en augmentant les heures de travail ».

Voilà ce que nous voulions dénoncer, ce qui était compris comme élément substantiel de notre propagande.

Montrer quelle réaction inévitable se prépare contre les exploités de ce pays. Là est notre crime de pur patriotisme. C'est à en mourir de rire.

Nous devenons anarchiste quand nous disons : « Ne complexez que sur vous-même, n'attendez rien des politiciens et des représentants de la bourgeoisie ».

Un proverbe dit : lorsque l'on se sent morveux, l'on se mouche ?

Ces malheureux adhérents communistes, signataires de notre tract, durent bien être surpris, eux qui par leur activité et le sens de leur action, ne se croyaient pas des politiciens, mais bien des militants sérieux, lorsque toutes chambres réunies — commission syndicale centrale, bureau politique, conseil fédéral — il leur fut démontré que notre action était dirigée contre le P. C. et qu'ils avaient commis un crime de lèse-majesté en y participant.

Quelle déchéance, si l'on est en droit d'ajouter à la formule Bloc Ouvrier et Paysan : groupe de politiciens. Ceci annihilant cela, nous ne saurons plus à quel saint nous vouer.

Pour ces « motifs », on obligea les signataires « Ouvriers et paysans » à se rétracter, ce qui, à une exception près, fut fait, tant il est vrai que dans le parti qui prétend vouloir assurer aux travailleurs le bien-être et la liberté, il y aura place pour les gouvernés et les gouvernants.

Abel CHAUSSE et Robert EDOUARD.
Membres du C. I. d'Asnières.

CHEZ LES COIFFEURS

Avant le Congrès national

Notre action est en bonne voie, nous pensons que l'Unité sortira du Congrès Fédéral et qu'il en sera fait de nos divisions dont seul le patronat a le plus grand bénéfice.

Le bureau fédéral vient de mettre à l'ordre du jour du Congrès : l'Unité. Nous sommes persuadés que les syndicats partisans de la Charte d'Amiens donneront le mandat impératif de réaliser l'Unité fédérale contre l'emprise de tout parti politique, quel qu'il soit.

Les syndicats qui ne pourraient envoyer de délégués sont avisés qu'ils peuvent se faire représenter par des camarades habitant Marseille.

Adressez la correspondance au camarade Amar, Coopérative des Ouvriers Coiffeurs, 1, rue Pythéas, Marseille.

Le syndicat de Marseille

Voici la motion votée à l'unanimité par le Syndicat des Ouvriers Coiffeurs de Marseille dans sa dernière assemblée générale et que son délégué devra présenter au Congrès fédéral :

« Les ouvriers coiffeurs, adhérents à la C. G. T. U., reconnaissant d'une part que l'Unité des forces syndicales est indispensable pour aboutir à la réalisation des aspirations de la classe ouvrière ; d'autre part, que les résolutions d'Unité adoptées à ce jour n'ont donné aucun résultat appréciable dans le domaine des réalisations, demandant la convocation, dans un délai de trois mois d'un Congrès extraordinaire des deux C. G. T. afin de réaliser l'Unité organique en une seule C. G. T. Ils fixent les conditions suivantes pour la tenue de ce Congrès :

1° Tous les syndicats adhérents à cette date à l'une ou l'autre C. G. T. y seront convoqués ;

2° Les votes se feront par appel nominal établi sur la majeure partie des timbres pris dans l'année qui a précédé la tenue du Congrès ;

3° Le nombre de voix aura été au préalable fixé par une commission mixte des deux C. G. T., qui aura pour mission de vérifier les effectifs ;

4° Toute irrégularité constatée sur les livres, entraînera la suppression du droit de discussion et de vote des syndicats intéressés ;

5° Quelle que soit la conception qui triompherait dans ce Congrès, la minorité devra s'incliner devant la majorité, tout en conservant son droit de critique et la pleine liberté pour la diffusion de ses idées au sein de la C. G. T. ;

6° Aucune exclusion ne pourra être prononcée contre un syndicat, un syndicat ou une organisation quelconque sous les prétextes de discipline syndicale. La discipline syndicale ne pourra s'appliquer qu'aux décisions d'action régulièrement prises ;

7° De plus, pour que cette unité ait toute l'ampleur désirée et ne soit pas passagère, sans doute en rien de la sincérité des dirigeants actuels des deux C. G. T., ceux-ci devront avant l'ouverture du Congrès donner leur démission ; ils ne pourront avoir que voix consultative et en aucun cas faire partie du nouveau bureau de la nouvelle C. G. T.

« Le Conseil. »

Les grèves

Dans la Serrurerie. — Le mouvement de chez Milinaire continue, les camarades sont bien décidés à obtenir satisfaction.

Que pas un serrurier ne se dirige sur cette maison, car des dispositions sont prises pour calmer les renards.

Aujourd'hui, de neuf à dix heures, pointage des cartes, lieu habituel.

Dans le S. U. B.

LES PLOMBIERS-POSEURS

Notre grève finie, l'action se continue dans les chantiers, et les Plombiers-Posseurs n'ont pas l'intention de s'endormir.

Conformément à la décision prise à la dernière réunion des grévistes, tous les Plombiers-Posseurs se réuniront le dimanche 10 août, à neuf heures du matin, Bourse du Travail, Salle Henri-Perrault.

En raison des décisions qui pourraient être prises, pas un de nous ne doit manquer.

AUX BRIQUETEURS ET FUMISTES

Allons-nous rester plus longtemps dans notre état léthargique, alors que dans toutes les autres corporations un mouvement de revendications se dessine, nous ne pouvons plus rester inactifs. Il faut dès maintenant se mettre résolument à l'action, si nous voulons vraiment avoir la journée de huit heures et lutter contre le taylorisme, il est nécessaire de se grouper de plus en plus dans l'organisation syndicale.

Pour cela, tous les camarades ont pour devoir d'assister à notre réunion qui aura lieu dimanche 10 août, à la Salle Bondy, Bourse du Travail.

Tous les camarades se doivent de faire le nécessaire auprès des non-syndiqués, afin que ceux-ci rejoignent l'organisation syndicale qui seule est capable de faire aboutir nos trop modestes revendications.

Pour les huit heures, pour la suppression du taylorisme et le respect des us et coutumes corporatifs, tous dimanche 10 courant à notre réunion.

Le Conseil.

DANS LA MAÇONNERIE-PIERRE

Les camarades maçons, limousinants, démolisseurs sont invités à assister à l'assemblée générale de la Section qui aura lieu dimanche 10 août, à 9 heures du matin, salle Ferrer, Bourse du Travail.

Ordre du jour : Examen du règlement d'administration publique concernant les huit heures. La main-d'œuvre étrangère.

Examen du projet de décret sur les mesures de protection et de salubrité dans le bâtiment, etc.

En raison de l'importance de l'ordre du jour, tous les camarades sont invités à être présents. D'autre part, les camarades doivent faire la propagande autour d'eux pour assurer la réussite de cette réunion.

AUX PAVEURS ET AIDES

A la réunion du jeudi 31 juillet, un bon nombre de camarades paveurs avaient répondu à l'appel de l'organisation. Ceci pour protester contre l'arrogance d'un patronat sans scrupule qui exploite honteusement tous les gars des travaux publics ; les camarades paveurs sont donc prêts à exiger leurs justes revendications de leur travail et donner le nécessaire à leur famille.

Ils sont bien décidés à combattre par tous les moyens afin de faire appliquer la journée de huit heures dont la violation est la cause des bas salaires et favorise la pierre taylorienne.

Pour atteindre ce but, ils seront tous à la grande réunion corporative qui aura lieu dimanche 10 août, salle Jean-Jaurès, à 9 heures du matin, à la Bourse du Travail.

L'ordre du jour étant important, camarades, tous présents.

CHEZ LES CIMENTIERIS

Les cimentiers et maçons d'art ont répondu en grand nombre à l'appel qui leur fut fait par l'organisation syndicale, pour protester contre le sabotage de la journée de huit heures.

La grande salle de la Bourse du Travail était pleine, et l'heure où la presque totalité des syndicats unitaires se réunissent dans le boulevard politique, il est reconfortant de constater que la vieille organisation du Bâtiment conserve encore et toujours sa vieille tradition du syndicalisme révolutionnaire.

Divers orateurs prirent la parole, dénonçant l'attitude équivoque des services publics et c'est à l'unanimité que fut voté l'ordre du jour suivant, présenté par Pomnier, secrétaire du Syndicat Unique du Bâtiment.

« Les cimentiers et maçons d'art, réunis en assemblée générale, le jeudi 7 août, après avoir entendu l'exposé de différents camarades, au sujet de la journée de huit heures, et sur les salaires ; constatant que le règlement d'administration publique du département de la Seine permet au patronat d'appliquer la journée de 9 et 10 heures, détruisant ainsi le principe de la journée de huit heures et favorisant la diminution des salaires ;

« S'engage à secondar l'action entreprise par l'organisation en faveur de l'application de la journée de huit heures, sans dérogation ni récupération, fait un pressant appel aux camarades étrangers résidant en France, afin qu'ils joignent l'organisation ouvrière et se séparent aux cris de : Vive le syndicalisme révolutionnaire. »

Ce fut une belle réunion qui espérons-le portera ses fruits.

Dans le Livre

Les Maîtres Imprimeurs parisiens, estimant, à l'encontre des déclarations officielles, que le prix du coût de la vie va en augmentant, viennent de décider d'accorder à leur personnel du labeur, une augmentation horaire de 0 fr. 30 pour les ouvriers de plus de 18 ans, 0 fr. 20 pour les jeunes gens de 16 à 18 ans, et 0 fr. 05 pour ceux de moins de 16 ans.

Qui donc avait dit que le coût de la vie allait en diminuant, et que bientôt nous

connaîtrions les jours heureux d'avant-guerre ?

Nous enregistrons cette augmentation accordée par nos patrons, comme un aveu indiscutable de la cherté toujours plus grande du coût de la vie. Savoir si elle répond exactement aux besoins, est autre chose.

En tous cas, nous déclarons qu'elle ne saurait nous faire perdre de vue l'intérêt immédiat de nos camarades du Livre, lesquels doivent placer toute leur confiance en les organisations unitaires, seules susceptibles de leur faire obtenir des salaires en rapport avec les nécessités du moment. Dans ce but, restons vigilants !

Les Comités imprimeurs et typos.

..

Aux typos unitaires : mercredi prochain 13 août, Salle Raymond-Lefebvre, à 20 h. 30, avenue Mathurin-Moreau, assemblée générale extraordinaire.

Ordre du jour : Salaires et coût de la vie.

APRES L'ACCIDENT DE BICETRE

Aux travailleurs du sous-sol parisien

Les funérailles de notre pauvre camarade Blondy auront lieu demain samedi, à huit heures et demie.

Le convoi partira de l'Institut Médico-Légal, place Mazas (Métro : Quai de la Rapée) pour se rendre directement au cimetière d'Ivry. Les obsèques seront purement civiles.

Nous faisons appel à tous nos camarades. Les obsèques de nos malheureux camarades Entraygues et Laforêt furent imposantes et par le nombre et par la dignité. Derrière le corps de notre pauvre Blondy, les mêmes camarades se grouperont dans le même geste de douleur et de colère.

Les funérailles de Blondy seront égales à celles d'Entraygues et de Laforêt.

Et les pouvoirs publics à nouveau baisseront la tête devant ceux qui les jugeront un jour.

Nous comptons sur tous !

Tous seront présents, dès huit heures, place Mazas.

Dans les journaux ouvriers

Si chaque travailleur avait la possibilité de lire la plupart des journaux ouvriers, même dans ceux qui sont seulement corporatifs, il trouverait l'affirmation de puissance et de grandiose qu'il y a dans la pensée prolétarienne. Et cela le guérirait de tout sectarisme et lui ferait comprendre que le mouvement social ne se limite pas à l'horizon d'un militant ou d'une tendance.

Le monde du travail, malgré ses divisions, ses étonnements, ses divergences, se meut sur un plan de solidarité et d'unité. Cherchons à nous connaître, nous nous comprendrions mieux, nous serons plus tolérants, et nous œuvrerons pour l'union féconde et créatrice.

Nous ne pouvons pas parler de tous les journaux ouvriers, citons-en quelques-uns au hasard :

La défense du Syndicalisme. — Le Travailleur du Bâtiment est l'organe de la Fédération nationale unitaire. C'est le porte-parole qualifié du syndicalisme indépendant vis-à-vis de tous les partis politiques, il est révolutionnaire, internationaliste. Le numéro d'août contient des articles intéressants de Jouteau, de Boisson, de Jouve, de Le Pen.

La quatrième page est en italien et en espagnol, avec les portraits de Castagna et de Matteoli.

Cet organe fédéral, libre, digne, sincère, nous console de cette feuille subventionnée par le gouvernement russe, où éjaillent de pauvres folliculaires qui veulent vivre de la scission.

Vacances ouvrières. — L'Ouvrier diamantaire, bulletin de « l'Union Nationale des Syndicats ouvriers diamantaires français » (Section de l'Alliance universelle des Ouvriers diamantaires) nous apprend que la coopérative Le Diamant, à Saint-Claude, a accepté le principe des vacances payées pour tout le personnel, avec salaire uniforme. Cette année, pour débiter, il y aura trois jours de congé payé. L'année prochaine, ce sera une semaine.

La coopérative Adamas, de Saint-Claude, accorde quinze jours de vacances payés à tout son personnel.

A Paris, deux patrons diamantaires vont offrir deux semaines de vacances à leurs ouvriers, dont une avec salaire intégral.

Les assurances-accidents par le syndicat. — Le même organe nous informe que le syndicat Le Travail qui groupe les pipiers et tourneurs de l'article de Saint-Claude, a décidé de signer deux polices pour assurer les syndiqués qui en auront le désir. L'assurance est collective, mais l'adhésion est facultative, chaque syndiqué demeure libre d'adhérer ou non.

Il y a deux sortes de polices, l'une qui assure tous les accidents, travail et vie privée, et qui s'adresse aux façonniers, aux ouvriers qui travaillent à domicile ; l'autre qui assure tous les accidents autres que ceux du travail et qui convient aux travailleurs d'usine et qui sont, en conséquence, assurés par le patron contre les risques professionnels.

Pour le premier cas, la prime trimestrielle à verser par l'assuré est de 15 fr. 50, et en cas de sinistre, l'ouvrier touche une indemnité temporaire de 15 francs pendant 300 jours au maximum. Il y a une indemnité fixe de 10.000 francs en cas de décès, variable en cas d'incapacité permanente, et pouvant aller jusqu'à 30.000 francs.

Pour le second cas, la prime est de 12 fr. 50 par trimestre, comportant un secours journalier de 15 fr. pendant 300 jours pour les accidents non professionnels. Et un versement de 10.000 fr. en cas de décès, de 30.000 fr. en cas d'incapacité permanente pour tous les accidents d'ordre professionnels ou privés.

Communiqués syndicaux

Bourse du Travail de Versailles. — Il est rappelé aux adhérents de la Bourse du Travail de Versailles qu'une réunion intersyndicale a lieu demain soir, à 20 h. 30, à la Bourse, rue Dangeau. La présence d'orateurs de diverses corporations est assurée.

Minorité Syndicaliste de la Seine. — Réunion de la Commission de travail, ce soir, à courir, à 21 heures, petite salle des Travaux, premier étage, 8, avenue Mathurin-Moreau.

Ordre du jour : Etude sur le rôle et le fonctionnement de l'Union locale.

Minorité Syndicaliste de Chaville. — Réunion du Groupe salle Fatim, 110, Grande-Rue, à Chaville, demain, à 20 h. 30. Nous comptons sur la présence de tous.

Aux Syndicalistes travaillant chez Mayon, à Cligny. — Quelques camarades des syndicats autonome, confédéré et unitaire des métaux de la Seine, travaillant chez Mayon, ont décidé de convoquer tous les syndicalistes travaillant dans cette boîte à une réunion qui aura lieu à la Bourse du Travail de Paris, demain après-midi, à 15 heures, salle des Conférences, premier étage. Que tous y soient.

DANS LE S. U. B.

CONSEIL GENERAL EXTRAORDINAIRE, ce soir, à 18 heures, bureaux 13 et 14, Bourse du Travail, 4^e étage. Présence de tous indispensable.

Les membres de la Commission de contrôle doivent tous assister à ce Conseil général extraordinaire.

La Vie de l'Union Anarchiste

Fédération de la Seine

Groupe du 17^e. — Malgré ce qui a été démenti vendredi dernier, le Groupe se réunira ce soir, l'assemblée générale n'ayant pas lieu.

Le camarade Larapide est prié de venir comme il avait été prévu, si cela lui est possible.

Groupe de Bourg-la-Reine. — Dimanche 10, 80, Grande-Rue, Bourg-la-Reine, réunion : discussion du projet Sigrist.

Groupe Libertaire de Livry. — Réunion du Groupe le samedi 9 août, à 21 heures, maison Cuvillier, 21, boulevard de la République, Livry-Gargan, près de la gare.

Causerie sur le rôle des anarchistes en période révolutionnaire.

Groupe Anarchiste de Levallois. — Ce soir, à 20 heures, réunion du Groupe, Maison Commune, 28, rue Cavé.

Organisation de la conférence.

Groupe du Drancy-Bourget. — Demain, réunion, salle Chabrilange, place de la Mairie.

Causerie par Marcel Lepoil : Organisation des anarchistes.

Groupe Pietro-Gori. — Tutti i compagni sono invitati alla riunione che avrà luogo sabato 9 alle ore 20,30 precise, al solito posto.

Parlera un compagno su di un argomento interessante.

Groupe de Saint-Denis. — Réunion aujourd'hui, Bourse du Travail, 4, rue Suger.

Causerie par un copain sur « le Milieu et l'Individu ».

Groupe Anarchiste de Pantin-Aubervilliers. — Le Groupe organise, pour le mardi 12, à 20 h. 30, un grand meeting, dans la salle des Conférences, square d'Aubervilliers, avenue de la République. La Vérité sur les bagues militaires et l'anarchisme.

Concours assurés du camarade Cané, du Comité de Défense Sociale ; Brouthou, des Réfractaires ; d'un camarade de l'U. A. et de copains du Groupe.

Moyens de communication : ligne 50, place de la République-Aubervilliers ; métro, porte de la Villette.

Province

Groupe Libertaire de Bordeaux. — Réunion ce soir, au Bar des Sports, rue des Augustins, 35.

Causerie par un camarade.

Invitation cordiale aux sympathisants.

Groupe des Amis du « Libération » de Bordeaux. — Les camarades Laussacq et Laveau font appel aux camarades pour le versement de la thune mensuelle le plus tôt possible.

Ils se tiendront à leur disposition vendredi, au Groupe, et dimanche matin, à la Bourse du Travail.

Groupe Libertaire du Havre. — Ce soir, au Cercle Franklin, grande conférence publique et contradictoire par le camarade Julie sur « L'Autonomie des Syndicats ».

La contradiction sera assurée ; que tous soient présents.

Groupe d'Onnaing. — Réunion du Groupe dimanche prochain, à 16 heures, 92, rue de l'Industrie, à Onnaing.

Présence indispensable de tous.

Dernières dispositions à prendre pour la halle à Phalempin et pour la conférence du 18 par Armand.

Communications diverses

Groupe d'Etudes Sociales de Troyes. — Balade du dimanche 10 août, réunion des copains prenant le train, cour de la Gare, à 4 h. 15 ; départ du train à 4 h. 23 ; réunion des cycloistes à 6 h. 30, route d'Arcis, en face de chez Rebois. Retour le soir, un train partant d'Arcis-Aube à 20 h. 23. Se munir de maillots de bain.

Ligue Internationale des Réfractaires. — Réunion du Comité d'action ce soir, 6, rue Lanneau. Le camarade Collin est spécialement convoqué.

Causeries Populaires, 17, rue Marignan, Lyon. — Ce soir, à 20 h. 30, début des causeries éducatives. Sujet traité : « L'Individu ».

Que tous les copains soient présents.

PETITE CORRESPONDANCE

Le secrétaire Vêtement autonome prie le camarade J. Dubois, de Tournai (Belgique), de lui écrire à nouveau à cette adresse : Villot, à Sambricq (Landes). Je n'ai pas reçu la lettre, étant en vacances.

Grégoria. — Bien reçu ton abonnement.

C. A., qui a écrit un article sur l'U. S. R., est prié de se faire connaître.

Larapide est prié de venir au Groupe du 17^e, comme il